Philippe ROBERT

Sociologue, Directeur de recherche au CNRS
Docteur honoris causa de l'Université de Liège

(1996)

“Pourquoi étudier le crime dans la société actuelle ?”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi, à partir de l'article de :

Philippe ROBERT,

“Pourquoi étudier le crime dans la société actuelle?”.

Un article publié dans **Criminologie et société. Le Criminologue dans la Cité hier, aujourd'hui, demain**. Université de Liège, 25-26 octobre 1996. Sous la direction de Georges Kellens et André Lemaître. Actes du colloque du 50e anniversaire de l'École liégeoise de criminologie Jean Constant, pp. 1-45. Bruxelles : Établissements Émile Bruylant, SA, 1998, 164 pp.

[Monsieur Robert est sociologue, Directeur de recherche au CNRS, Docteur honoris causa de l'Université de Liège]

Avec l'autorisation formelle de l'auteur accordée le 12 septembre 2006 de diffuser cet article.

Courriel : Philippe.Robert@inria.fr ou probert@gern-cnrs.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 13 septembre 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Philippe Robert

Sociologue, Directeur de recherche au CNRS,
Docteur honoris causa de l'Université de Liège

“Pourquoi étudier le crime dans la société actuelle ?” (1996)

Un article publié dans **Criminologie et société. Le Criminologue dans la Cité hier, aujourd'hui, demain**. Université de Liège, 25-26 octobre 1996. Sous la direction de Georges Kellens et André Lemaître. Actes du colloque du 50e anniversaire de l'École liégeoise de criminologie Jean Constant, pp. 1-45. Bruxelles : Établissements Émile Bruylant, SA, 1998, 164 pp.

Table des matières

Introduction

- I. HÉGÉMONIE COMMUNAUTAIRE, MARGINALITÉ ÉTATIQUE
 - 1. *À la communauté locale les différends entre voisins, à l'État les sans aveu*
 - 2. *Lenteurs et hésitations de l'étatisation*
- II. ESPACE PUBLIC, ESPACE PRIVÉ. L'HÉGÉMONIE ÉTATIQUE
- III. AFFAISSEMENT DES SURVEILLANCES, CONFUSION DES ESPACES

Références bibliographiques

Philippe ROBERT

Sociologue, Directeur de recherche au CNRS
Docteur honoris causa de l'Université de Liège

“Pourquoi étudier le crime dans la société actuelle ?”

Un article publié dans **Criminologie et société. Le Criminologue dans la Cité hier, aujourd'hui, demain**. Université de Liège, 25-26 octobre 1996. Sous la direction de Georges Kellens et André Lemaître. Actes du colloque du 50e anniversaire de l'École liégeoise de criminologie Jean Constant, pp. 1-45. Bruxelles : Établissements Émile Bruylant, SA, 1998, 164 pp.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Des liens anciens d'amitié et de collaboration me rattachent, on le sait, à cette Université ; c'est donc bien volontiers que j'ai répondu positivement à l'invitation de Georges Kellens, surtout s'il s'agissait de célébrer le cinquantième anniversaire de l'École qu'il préside et dont le nom rappelle le souvenir du professeur et procureur général Constant. Mais l'austérité académique nous pousse toujours à ne pu limiter nos célébrations à des réjouissances, mais à en faire des séances de travail. De quel écot m'acquitter donc ? D'une *intervention*, c'est la loi du genre universitaire, mais encore ? Je me plaignais d'un mandat trop large qui m'abandonnait par trop à ma seule inspiration. Georges Kellens a alors bien voulu baliser un peu les attentes qui se dissimulaient derrière cette énigmatique demande d'intervention : pourquoi, *étudier le crime dam les sociétés actuelles* ?

Je me sentais dès lors un peu moins dans le vague, mais l'univers des possibles demeurait encore largement ouvert devant moi. J'aurais ainsi pu évoquer la corruption, le blanchiment, les fraudes, la délin-

quance d'affaires et vous dire que leur relief dans le débat public des nations européennes justifie qu'on investisse davantage l'étude du crime. J'aurais, ce faisant, rappelé à Georges Kellens les bons souvenirs de sa soutenance de thèse et pu utiliser le débat européen que j'ai organisé dans *Déviance & Société* sur la justice face à la corruption ¹.

J'ai préféré prendre davantage de recul et tenter de vous montrer que la sécurité publique vit actuellement de profondes recompositions, qu'elles touchent au fondement même du lien social. L'étude du crime figure alors - ce n'est pas le cas à tout moment de l'histoire - parmi les questions dont la compréhension importe à celle de notre devenir.

Il me fallait mettre en perspective les problèmes actuels de délinquance et de sécurité. Je ne vous emmènerai pas jusqu'à nos fondations romaines. Permettez-moi seulement de remonter de deux siècles à la fin de l'Ancien Régime. Si la fouille historique adopte une perspective assez anthropologique, elle découvre une économie de la sécurité publique bien différente de celle que nous sommes habitués à imaginer pour ce temps-là ². Et le détour par ce dépaysement sera utile pour mieux appréhender ce qui est actuellement en jeu. Je vais m'appuyer essentiellement, quoique non exclusivement, sur des données françaises, tout simplement parce que je les maîtrise un peu mieux que les autres. Je pense cependant que le modèle que je vais ainsi tenter d'édifier sous vos yeux, est d'application plus large et que vous n'aurez aucun mal à l'adapter, *mutatis mutandis*, à des situations voisines.

¹ Coll. 1996.

² Dans le domaine français, la thèse d'Yves Castan (1974) est probablement princeps. Synthèse européenne in N. CASTAN, 1984 ; voy. aussi SOMAN, 1980a. L'intérêt pour *l'infrajudiciaire* s'est accéléré récemment avec le colloque de l'International Association for the History of Crime and Criminal Justice (Coll., 1995) et celui organisé à l'Université de Bourgogne par B. GARNOT (1996).

I. HÉGÉMONIE COMMUNAUTAIRE, MARGINALITÉ ÉTATIQUE

1. À la communauté locale les différends entre voisins, à l'État les sans aveu

[Retour à la table des matières](#)

À chaque chef de maison de se défendre, lui, ses biens et ses dépendants, sous le contrôle et avec le concours de la communauté locale. Au demeurant, le vol n'est probablement pas la hantise principale. Peu de gens possèdent abondance de biens précieux et leur vaste domesticité, telle une armée privée, a pour premier rôle de surveiller et de protéger l'avoir de ses maîtres³. Les autres tablent d'abord sur une surveillance obsessionnelle que facilite une société d'interconnaissance attentive à toute incongruité écologique : celui qui se trouve là où il n'a rien à faire est vite repéré et l'on peut difficilement tabler sur un anonymat protecteur⁴.

³ Du coup, le vol domestique est menacé de peines terribles, car le serviteur peut facilement dérober, mais en fait probablement largement toléré (ou du moins réglé en privé par la raclée ou le licenciement) au moins tant que la protection contre le maraudeur extérieur demeure supérieure au risque de chapardage interne, et tant que celui-ci ne tourne pas à la rébellion, à l'irrespect. À tout le moins, on tente vraisemblablement de le régler à l'ordinaire par une sorte de justice privée qui fait l'économie du procès formel. Sur la protection privée des maisons et des domaines, voy. p.ex. pour l'Angleterre, ROCK, 1977.

⁴ P. ex. CASTAN, CASTAN, 1982. Au moins au village qui constitue l'habitat normal de la plus grande masse [D'après DUPÂQUIER (1980), les ruraux représentent au XVIII^e siècle 85% de la population française] ; dans les villes, le vol constitue probablement une menace plus sérieuse, au moins pour ceux qui doivent exposer leurs biens sur le bord de la rue, ainsi des commerçants. Plus exactement, si l'on se fie par exemple au dépouillement des archives de la cour des jurats bordelais (Poussou, 1983), la préoccupation pour le vol croît vers la fin du siècle, alors qu'agressions et injures faisaient les trois quarts de la répression à son début. Mais en ville aussi, les mécanismes communautaires - les corporations (KAPLAN, 1979), le patriotisme provincial chez les mi-

L'enjeu essentiel est l'honneur ⁵ ou la bonne réputation. Rares sont ceux qui s'estiment capables de se passer des échanges vicinaux et du filet protecteur de la communauté, si ténu puisse-t-il paraître parfois. Toutefois, pour être assuré d'en bénéficier au temps du besoin, mieux vaut coter suffisamment haut dans l'échelle de réputation où elle classe et reclasse sans fin ses participants. C'est cet honneur que les coups et les insultes cherchent communément à endommager, et parfois aussi les larcins. C'est lui que mettrait à mal la démonstration d'une incapacité à faire face à l'agression ou à la prédation. Aussi bien, le délit commis, la réaction commune consiste à se faire justice soi-même ⁶, et d'abord si l'auteur est d'un rang inférieur au sien ⁷. N'y parvient-on pas que l'on cherche un arrangement ⁸ : des excuses, un dédommagement, même ténu, même mal tenu par la suite... quelque chose qui permette de réaffirmer son bon droit aux yeux de ses commensaux et grâce à leur appui au moins tacite. D'ailleurs, on va souvent chercher la médiation d'un dominant, du seigneur, du curé, du notable local ⁹, pour conclure cette transaction. Le règlement des torts et des différends relève d'abord, tout comme leur prévention, des arbitrages micro-communautaires, même s'il faut y consentir une large marge de patience et de tolérance ¹⁰, compensée peut-être par une

grants saisonniers (KAPLOW, 1974) - assurent bonne part du contrôle social. Ainsi Poussou (1983) note-t-il le faible taux de condamnations parmi ces derniers qui conservent de solides attaches à leur société d'origine.

⁵ Ou, comme le dit Y. CASTAN (1974, 521), il s'agit de se montrer *brave*.

⁶ Voy. p.ex. N. CASTAN, 1980.

⁷ Voy. p.ex. CASTAN, CASTAN, 1982.

⁸ Yves CASTAN (1974, notamment 515, 521) montre clairement que se montrer chatouilleux sur sa réputation n'exclut nullement d'accepter ensuite une réparation. Sauf à recourir à des sanctions communautaires contre le déviant, tel le charivari, où *la jeunesse* sert de bras exécutoire (CASTAN, CASTAN, 1982).

⁹ En ville, énumère Nicole CASTAN (1980, chap. I, passim), notables respectés et hommes de loi ; à la campagne, la seigneurie, l'Église et, moindrement, le pouvoir municipal. Voy. aussi Yves CASTAN (1974, notamment 495).

¹⁰ Sur la patience devant la délinquance et l'absence de peur du crime, voy. p.ex. pour l'Angleterre RAMSAY, 1979. FONTAINE (in Coll., 1995) explique que la communauté vit avec ses délinquants, mais en construisant leur réputation qui dépend beaucoup de leur position sociale. D'après Y. CASTAN (1974, 494), la dégradation des conditions de vie (montée de prix, poussée démogra-

mémoire longue qui, advenu le moment favorable pour solder globalement les comptes, saura rappeler de vieux méfaits longtemps recuits en silence.

La plainte constitue le plus souvent un moyen de contraindre le malfaiteur à transiger ou à composer. C'est pour cela qu'elle avorte si souvent. Il paraît généralement incongru et inutile d'en déposer contre un inconnu ; si parfois l'on tait d'abord ses soupçons, c'est pour que son dépôt serve d'avertissement sans frais. Est-il entendu qu'on s'empresse d'abandonner sa poursuite. Au demeurant, la voie pénale - parce qu'elle est coûteuse ¹¹, qu'il faut avancer les frais et persuader les témoignages - ne se conçoit qu'entre gens de statut à peu près comparable, pas contre les indigents sur qui on ne pourra rien récupérer, pas non plus contre les trop puissants qu'il sera difficile de confondre ; il existe une économie de la plainte et l'on y recourt seulement quand le statut de l'adversaire permet d'espérer, en fin de parcours, quelque contrepartie aux frais exposés ¹².

On ne procède différemment que lorsque l'adversaire est un étranger à la communauté, un errant, un sans-aveu sur qui la petite société locale n'a pas prise. Ou alors pour se débarrasser d'un gêneur obstiné qui a fini par lasser les patiences communautaires ¹³ : dans ce cas, on fera solde de tout compte en rappelant l'accumulation de méfaits mal ou peu sanctionnés ¹⁴.

phique) a élargi les frontières de la tolérance sur le second versant du siècle, plutôt qu'engendré une véritable alarme au crime.

¹¹ Par une sorte d'effet imprévu, l'appel de droit de toutes les décisions capitales - créé pour endiguer les excès répressifs des juges du premier degré en matière de sorcellerie (SOMAN, 1980, b) - contribue à écarter la victime de la plainte parce qu'il démultiplie les frais.

¹² Ne serait-ce que la ruine de l'adversaire, ou du moins la mise à mal de sa réputation (CASTAN, CASTAN, 1982). Sur le rôle de cette volonté de nuire dans l'inclination au litige, voy. p.ex. FONTAINE in Coll. 1995. Voy. aussi sur les conditions de la litigiosité, Yves CASTAN, 1974, notamment 514.

¹³ Comme le disent Y. CASTAN (1974, 518) OU SOMAN (1980a, 11), la justice s'attaque surtout à des individus devenus intolérables.

¹⁴ Sur les procès pour *accumulation de crimes*, voy. la note 14 in Y. CASTAN, 1974, 531.

Au demeurant, la justice consent volontiers à n'être que *l'ultima ratio* des arbitrages communautaires. Les juges prisent peu le pénal qui ne rapporte rien, notamment ceux des sièges seigneuriaux¹⁵ ou municipaux qui constituent l'essentiel de la justice de proximité. Même la justice royale doit tenir compte de la modicité des ressources domaniales : elle limite ses poursuites d'office aux matières régaliennes, à celles qui troublent trop violemment l'ordre ou encore aux scandales trop publics qui bouleverseraient, s'ils demeuraient impunis, les hiérarchies sociales¹⁶. Pour le reste, elle pratique une économie de la dissuasion : d'abord, contre l'auteur en brandissant, grâce à l'arbitraire¹⁷ des peines, des sanctions démesurées et mal prévisibles ; mais aussi contre la victime¹⁸ par la perspective de devoir avancer les frais sans être sûr de rien récupérer, mais encore par celle d'avoir à réunir les témoignages ce qui requiert la bonne volonté des commensaux. Ainsi l'un comme l'autre sont-ils enclins à transiger à tout prix¹⁹. Doit-elle finalement passer, la justice se borne le plus souvent (hormis quelques accès répressifs censés impressionner) à écarter le fauteur de trouble, par le bannissement²⁰ ou à l'inciter à s'éloigner à la faveur d'un plus ample informé, s'il n'a pas déjà pris les devants en décampant. Souvent, cet éloignement suffit à satisfaire le plaignant et sa

¹⁵ Ils semblent conserver au contraire une réelle activité en matière civile : voy. p.ex. VILLARD, 1969.

¹⁶ Yves CASTAN (1974, 517, 518) tout Comme SOMAN (1980a, 9) insistent sur la faible marge de manoeuvre des *gens du roi* : nous ne devons pas les regarder à travers le prisme de l'actuel ministère public ; ils résistent à la pression des plaignants qui voudraient les voir poursuivre d'office (voy. *eod.loc.* le court inventaire des cas où il est d'usage d'y recourir). Même en cas de vols, LAINGUI & LEBIGRE (1979) montrent qu'on ne cherche pas tant à châtier la prédation que l'irrévérence envers l'autorité (vols dans les églises ou les maisons royales, sur le chemin du roi, en bandes...). Au total, tenter de sérialiser les décomptes de cette justice avec ceux de la nôtre pour en tirer mathématiquement des indications de tendance témoignerait d'un irrépressible penchant à l'anachronisme et au présentisme.

¹⁷ Sur cette notion, ses différents sens et leur évolution, on se reportera à la subtile analyse de SCHNAPPER, 1973.

¹⁸ N. CASTAN (1980) témoigne dans sa thèse de la peur de poursuivre.

¹⁹ Sic : N. CASTAN, 1980, qui intitule ainsi son premier chapitre.

²⁰ On y recourt volontiers en ville, moins dans le plat pays car on sait bien qu'un banni a toutes chances de venir grossir les rangs des errants urbains (N. CASTAN, 1980).

communauté (outre qu'il facilite, dans les cas sérieux, des négociations à venir), de sorte qu'on se borne parfois à tenter d'obtenir, par l'intervention administrative de l'intendant, du commandant militaire de la province ou de leurs subdélégués, un enfermement temporaire qui écarte quelque temps le gêneur.

En agissant de manière si *économique*, le juge ne se borne pas à faire de nécessité vertu. Il se situe dans la logique même d'un État qui cherche à s'insinuer dans les hiérarchies sociales plutôt qu'à les remplacer ²¹, d'un souverain qui se borne à cautionner les autorités subalternes. Il s'agit moins de supprimer les *libertés* particulières qui ont été garanties à un moment de la construction étatique à une ville, à une province, à un ordre ou à une famille, que d'y insérer l'autorité monarchique ²². Tout absolu qu'il se prétende, le roi recherche surtout une symbolique de l'obéissance. Quand les prudentes justices municipales tout occupées à apaiser les différends et à rétablir les équilibres entre les bourgeois, se sont avérées incapables de contenir les masses d'errants qui s'accumulaient aux limites de leurs étroits *contados*, il a bien fallu accepter l'emprise de la justice princière, avec ses supplices aux éclats répressifs et ses chevauchées de maréchaussées dans le plat pays : la pénalisation de la justice a constitué le *nexus* de la montée en puissance des États monarchiques ²³. Ainsi a-t-on inculqué de l'obéissance en aiguissant la cascade des différences sociales. Au tournant du XVIIIe siècle, l'essentiel est acquis ; on ne laisse plus les juges inférieurs renchérir sur les déchaînements de marges rurales en plein désarroi : les cours supérieures dépénalisent la sorcellerie après un siècle de persécutions et un meilleur encadrement religieux et politique apaise les paniques ²⁴. Un siècle de grandes *émotions* prend également

²¹ Tout à fait dans la logique d'une construction étatique basée sur l'accumulation domaniale. Comme l'écrivait BLOCH (1939-1978, 587) des monarques capétiens, *ils rassemblèrent la France plutôt qu'ils ne l'unifièrent*. Cpr *pro* STRAYER, 1979. L'État monarchique, montrent Robert Descimon & Alain Guéry (1989, 282), se limite à tenter de capter et de contrôler les pouvoirs particuliers.

²² RICHET, 1973.

²³ MUCHEMBLED, 1992 ; ROUSSEAUX, 1989.

²⁴ Littérature immense : voy. p.ex. DELUMEAU, 1978 ; également Y. CASTAN, 1979 ; BEN YEHUDA, 1986 ; sur la réaction parlementaire, le classique est naturellement MANDROU, 1968 ; mais on sera aussi attentif à SO-

fin ; Bercé (1974b) note que les émeutes du Sud-Ouest deviennent inefficaces à partir de 1660 et que leur caractère antifiscal disparaît avec la révolte des *Tard Avisés* en 1707, ne laissant subsister pendant le XVIII^e siècle que d'éventuelles émeutes frumentaires. La progression de la pression fiscale deviendra, il est vrai, progressivement moins sensible après le terrible tour de vis du XVII^e ²⁵ grâce à la prééminence donnée aux prélèvements indirects. Mais surtout, la force armée régulièrement casernée sur tout le territoire devient irrésistible et l'État mise moins sur une justice d'officiers souvent indociles, que sur une administration de commissaires. Enfin, le pouvoir municipal a été démantelé.

Toutefois, une fois acquis l'essentiel de l'obéissance, l'État absolutiste serait bien en peine d'assurer à la lettre l'application de ses prétentions, notamment répressives. Sa justice doit consentir des compromis ²⁶. D'abord avec la massive société rurale qu'il faut ménager comme source principale du revenu fiscal ; elle s'avère d'ailleurs habile à borner les curiosités judiciaires aux logiques de ses communautés. En ville, il s'agit surtout de démêler sans trêve la société urbaine régulière de la masse des sans aveu ²⁷. La première a ses propres régulations : ainsi, note Kaplan (1979), en matière de relations du travail, c'est aux corporations, d'ailleurs jalouses de leur autonomie, d'assurer la police de première ligne ; les autorités se bornant volontiers à un rôle supplétif. D'où les récriminations du Parlement et de la lieutenance de police contre la réforme de Turgot de 1776, d'où aussi sa prompte annulation, malgré le caractère vermoulu d'une organisation

MAN, 1977 qui remonte la datation de Mandrou en utilisant des données plus longues.

²⁵ Autorisé par la guerre et l'alimentant à son tour, le prélèvement fiscal constitue, avec les hostilités quasi-permanentes, les deux moteurs de la construction étatique en Europe occidentale (Genet, 1997).

²⁶ Yves CASTAN (1974, 495) atteste de ce relâchement du pénal royal au XVIII^e siècle.

²⁷ Instructive est la lecture par FARCE et REVEL (1985) des émeutes parisiennes de 1750 : nul ne s'émeut que la police rafle les enfants de sans aveu pour les expédier aux colonies, mais que ses exempts fassent mine de toucher aux fils d'artisans, les voilà lynchés. Passée la spectaculaire répression qui prétend couper court à la contagion de l'esprit de révolte parmi le populaire, on veille à bien revenir à cette distinction.

d'où les maîtres ont en fait expulsé les compagnons ²⁸. Tout se passe autour de la maîtrise de la rue ²⁹ : vitale pour une population flottante dont le logement et le travail sont précaires, elle fait peur au bourgeois, mais aussi à l'autorité pénétrée par la hantise de l'attroupement prompt à dégénérer. La police, au sens moderne et étroit du terme, n'espère tempérer son inefficacité que par des sautes d'arbitraire - la pratique des commissaires ³⁰ en témoigne, d'où leur image ambiguë - et par quelques poussées répressives brutales. L'essentiel demeure donc la *hantise des subsistances* ³¹ : il faut à tout prix assurer l'approvisionnement du populaire parisien. Typique est l'expérience de libération de la circulation des grains entre 1763 et 1765 : on en exclut Paris ; le changement de la règle du jeu alentour pèse cependant sur son approvisionnement, tandis que sa mise en exception - notamment le poids des réserves constituées par le *grain du roi* - ruine l'expérience. Le trône y perd la confiance des physiocrates ; pourtant, d'un autre côté, se déchire secrètement le contrat qui liait le peuple au roi, son père nourricier ³².

Au total, une société prolifique ³³ déverse le trop-plein de ses campagnes, du moins un peu de ce trop-plein, dans ses villes, surtout dans la seule grande métropole. Il faut distinguer ici les migrations saisonnières, des aventures communautaires fortement encadrées par les

²⁸ Pour CASTEL (1995, 114, 123), le malthusianisme corporatif empêche l'intégration des errants dans le monde du travail ; c'est lui qui rendrait l'Ancien Régime incapable de régler la question du vagabondage, du surcroît de population. Resterait à évaluer si l'organisation corporative pesait si intensément en fin de période notamment à Paris. Castel lui-même (114) la montre déjà débordée par l'hégémonie des marchands, la proto-industrie rurale, enfin les manufactures royales.

²⁹ FARGE, 1979a, également b, 1986.

³⁰ FARGE, 1977 ; KAPLAN, 1981.

³¹ A la peur de manquer, obsessionnelle parmi le populaire, répond la peur de l'explosion sociale, également obsessionnelle pour les autorités municipales (Descimon, GUÉRY, 1989, 315).

³² KAPLAN, 1976.

³³ En révisant les évaluations démographiques communément admises, DUPÂQUIER (1980) avance que la poussée démographique a précédé le décollage économique et que la cassure de la natalité n'interviendra que plus tard, entre 1790 et 1819, probablement à cause de la saignée des guerres révolutionnaires et impériales.

cultures locales de provenance, et les déracinements définitifs qui jettent sur la route, puis dans le faubourg urbain des individus déliés de leurs attaches communautaires. Ces derniers seulement, dont l'importance a beaucoup crû, défient les contrôles communautaires tant ruraux qu'urbains et posent aux autorités un problème d'ordre. Échappés au panoptique villageois ou rejetés par lui, ils cherchent, pour survivre, un anonymat de la route ou de la ville qui contredit la logique d'une société d'interconnaissance.

Tout l'effort policier de l'époque - ou le peu dont on dispose va se concentrer contre, ou sur, cette marge menaçante le déraciné, celui qui roule, selon l'heureuse expression de Nicole Castan (1976). La seule forme originale de police de l'Ancien Régime vient de cette préoccupation. À vrai dire, elle est née de la guerre, cette matrice de l'État européen : le progressif remplacement du ban féodal par des armées princières permanentes a contraint à contrôler déserteurs, vagabonds à la suite des colonnes en campagne ou soldats démobilisés, d'où l'apparition d'une maréchaussée quelque part entre le milieu du XIV^e et celui du siècle suivant. Cent ans après, vagabondage, guerre et armée paraissent suffisamment liés pour qu'on confie à la prévôté la police et même une justice sommaire de cet ensemble peu dissociable. Mais le changement décisif apparaît seulement en 1720 quand le secrétaire d'État à la Guerre, Le Blanc, réduit la vénalité ³⁴, réorganise les implantations et unifie les maréchaussées des différentes provinces dans ce qui va constituer la première force policière réellement nationale : un peu moins de 4 000 hommes ³⁵, soit, calcule Sturgill (1981), un cavalier pour 8 000 habitants et une implantation (brigade) pour 37 300. D'ailleurs, il s'agit essentiellement de renforcer la main des intendants en leur constituant un bras séculier ³⁶ : *souvent* en délicatesse avec les autres forces d'ordre, avec les embryons de police urbaine ³⁷, avec l'armée privée de la Ferme générale ou la milice, même parfois avec l'armée dont pourtant elle provient, la maréchaussée assume de

³⁴ Elle disparaîtra complètement en 1768 (CAMERON, 1977).

³⁵ Cpr EMSLEY, 1986.

³⁶ CAMERON, 1977 ; MARTIN, 1980.

³⁷ Par exemple, selon CAMERON (1977) avec les quelques dizaines de valets de ville qui constituent toute la police bordelaise au milieu du XVIII^e siècle (et même ensuite avec les douze commissaires qu'on créera vers 1780).

multiples tâches de police administrative : la supervision du recrutement ou des corvées, la surveillance du chemin royal, des foires et des marchés. Mais le gibier de prévôt par excellence, c'est l'errant qui n'a plus d'aveu... du moins s'il est isolé, car les bandes excèdent vite les forces de ce mince filet policier ³⁸. Gibier de prévôt, c'est vite dit : s'il n'est pas violent ou insolent, l'errant fera plutôt l'objet d'un enfermement administratif ; il ne passera guère sous les fourches de cette justice expéditive (Martin, 1980) ; *on* la réserve plutôt pour le jugement des vols avec force. Au reste, tous les auteurs de monographie ³⁹ s'accordent à la réhabiliter : ni plus arbitraire, ni plus sévère que la justice ordinaire, elle n'en diffère que par sa rapidité. En revanche, la maréchaussée doit se tenir à l'écart de tout différend intra-communautaire, sauf à susciter de violentes réactions de rejet qui la laissent désarmée. On lui livre éventuellement le délinquant "étranger", quoique la coopération des populations semble toujours réticente : les cavaliers risquent bien d'être absents le jour où le groupe de vagabonds viendrait par représailles mettre le feu aux meules ou aux granges ⁴⁰. En tout cas, on ne tolère pas qu'elle se mêle de la police interne des sociétés locales ⁴¹, d'ailleurs elle ne s'y risque guère.

Au total, dans les limites de communautés d'interconnaissance, surveillance et règlement des différends demeurent largement sous une maîtrise locale, l'autorité souveraine consent, bon gré mal gré, à n'y jouer que les subsidiaires. On lui demande, en revanche, d'en contrôler, autant que possible, les marges.

Si la police prévôtale paraît bien peu armée pour exercer même cette fonction-là de manière autre que sporadique ou spasmodique, il ne faut pas oublier néanmoins qu'elle s'articule alors sur un dispositif

³⁸ Voy. p.ex. CAMERON, 1977 ; également la monographie de DYONET (1985) à propos du brigandage sur le territoire des futurs départements du Cher et du Loiret.

³⁹ N. CASTAN, 1976 ; CAMERON, 1977 ; LORGNIER, MARTINAGE, 1979 ; MARTIN, 1980. On pourra se reporter aussi à la synthèse en deux volumes de LORGNIER (1994).

⁴⁰ P. ex. HUFTON, 1983.

⁴¹ Notamment, on agresse facilement les cavaliers qui surveillent la proclamation d'un monitoire ou ceux qui tentent de désarmer la population (P. ex. MARTIN, 1980).

d'une toute autre ampleur qui prétend contrôler les débordements de la misère. Mais la scène se transporte alors sur un théâtre urbain. Nous sommes dans des sociétés de précarité dont des franges importantes trempent dans la pauvreté, le sort de celui qui ne peut plus œuvrer alors qu'il n'a que son travail pour subsister. Or, le pauvre est sans cesse menacé par le déracinement ; alors il paraît dangereux : ses amarres lâchées ou cassées, il donne l'impression de n'avoir plus rien à perdre ; il n'est plus enserré dans le réseau étroit des interrelations communautaires. Concrètement, il fait peur quand il quitte son village pour errer, pour tenter de gagner la ville ⁴². Depuis les grands bouleversements du milieu du XIV^e siècle - le mouvement législatif en témoigne à travers toute l'Europe de l'Ouest -, cette hantise du pauvre errant taraude les sociétés européennes. L'oisiveté, l'errance, l'anonymat inquiètent plus que l'indigence ⁴³. Gutton (1974) distingue trois grandes phases ; D'abord, une sécularisation (partielle) de la charité médiévale avec la montée en puissance des prises en charge municipales qui atteint son acmé au XVI^e siècle ; on y tâtonne autour d'une distinction entre le bon pauvre qui ne serait pas responsable de son oisiveté et le mauvais qui chômerait par sa faute. Vient ensuite la recherche d'un grand renfermement des pauvres gouverné par une triple obsession du travail, de la moralisation et de l'ordre public, avec cependant des résistances populaires et des réticences des élites dont témoigne l'attitude de Vincent de Paul devant les entreprises des dévots, notamment la création d'hôpitaux généraux ⁴⁴. Les résultats médiocres de cette grande ambition conduiraient, au XVIII^e siècle, à un troisième âge marqué par la recherche, nouvelle, des causes de la pauvreté, l'étatisation partielle du système, surtout une bifurcation entre la bienfaisance à domicile pour les pauvres sédentaires (bureaux et confréries de charité) et le rude renfermement ⁴⁵ confiné aux seuls errants. Mais les résultats demeurent incertains ⁴⁶ faute de moyens à la hauteur de la rationalisation nouvelle, faute peut-être aussi de recon-

⁴² En ce sens, GUTTON, 1974 ; CHARTIER, 1981.

⁴³ MOLLAT, 1978.

⁴⁴ CHARTIER, 1981. Toutefois, CASTEL (1995, 56) a peut-être raison d'en minimiser la nouveauté : elle serait surtout technique, mais au service d'une logique peu modifiée.

⁴⁵ Les dépôts de mendicité sont créés en 1767.

⁴⁶ HUFTON, 1974.

naître que le vagabondage n'est pas problème de police, mais d'accès au travail ⁴⁷.

De toute manière, l'économie de ce contrôle social semble se dérégler sérieusement au cours du second XVIIIe. Dupâquier (1980) insinue le rôle d'une explosion démographique qui précéderait le décollage économique, générant un surcroît durable de prolétariat rural qui déferle sur les routes et dans les villes. Aussi bien, Poussou (1983) montre-t-il la jurade bordelaise désormais plus occupée par les vols commis par ces migrants inorganisés que par les violences vicinales des citadins de vieille souche. A Paris, aux dires de Kaplan (1979), la grande préoccupation policière consiste désormais à endiguer ce néoprolétariat d'immigration récente qui échappe totalement aux contrôles corporatifs. Et les traditionnelles réticences des commissaires parisiens devant la peu lucrative chasse aux pauvres errants cèdent, d'après Romon (1982), à partir de 1768. On pourrait multiplier les exemples analogues... Des raisons plus conjoncturelles viennent s'ajouter : l'hésitante et brève expérience libérale du premier lustre des années 1760 a débouché sur un dérèglement durable (Kaplan, 1976) dont témoigne la montée de l'errance et du banditisme ⁴⁸.

Dans le même temps, les mécanismes de contrôle communautaire traversent une crise sérieuse ; ils sont rongés de l'intérieur par le discrédit des notables traditionnels qui présidaient aux régulations infra-judiciaires. Et d'abord les seigneurs : on omet souvent de dire que la société de cour a une contrepartie, l'absentéisme au village qui fera du seigneur un étranger à la société locale ⁴⁹. Les révoltes du XVIIIe étaient dirigées contre les nouveautés étatiques, elles épargnaient les seigneurs locaux et tentaient même de les rallier à leur cause, souvent avec quelque succès ; en 1789, au contraire, ce sera la guerre aux châteaux, probablement aiguisée par les ressentiments générés durant des

⁴⁷ CASTEL (1995, 129) attribue l'avance anglaise à la combinaison ferme du travail obligatoire et de la domiciliation des secours au lieu d'origine.

⁴⁸ Même s'il ne faut pas être dupe de l'emphase des rumeurs à propos des bandes, telles quelles elles constituent toutefois un indice probablement significatif.

⁴⁹ Il n'est que de comparer le seigneur français qui réside à la cour ou à la ville au *Justice of the Pence* de la *Gentry* anglaise.

décennies par les nouveaux seigneurs capitalistes et leurs agents ⁵⁰. Les curés sont également discrédités : la déchristianisation de plusieurs régions a rongé leur légitimité et leur enrôlement, bon gré mal gré, au service de la répression étatique - qu'on songe à la pratique abhorrée des monitoires - a ruiné leur crédit. Quant aux pouvoirs municipaux, leur systématique mise en tutelle à partir de la fin du XVIIIe siècle leur a ôté beaucoup de leur prestige. Les nouveaux notables - souvent des juristes, hommes d'affaires, rejetons de paysans enrichis, devenus avocats sans cause - ne savent plus éviter le contentieux, ils y poussent au contraire ⁵¹.

Par une malheureuse coïncidence, la réforme a, dans le même temps, paralysé la justice ordinaire et, même atteint indirectement celle des prévôts ⁵², outre que les campagnes des Philosophes ont profondément sapé la légitimité judiciaire de la haute robe. Et d'ailleurs, les parlementaires se sont tellement pris au jeu politique, ou plus exactement peut-être le vide de représentation les y a tellement absorbés, qu'ils ont négligé leur fonction judiciaire, ou du moins qu'ils en donnent l'impression ⁵³. Malgré la générale discrétion des cahiers de doléances sur l'ordre public, il semble bien qu'on accueillerait avec satisfaction un renforcement de la police des errants - une maréchaussée qui se concentrerait sur ses seules fonctions policières désormais clairement distinguées des tâches judiciaires - et des justices locales proches, faciles d'accès, constituant un maillage dense et homogène.

Au total, une société d'interconnaissance tient les arbitrages souverains en lisière : elle les cantonne à une place subordonnée aux règle-

⁵⁰ Voy. BERCÉ, 1974a.

⁵¹ La montée des litiges à la veille de la Révolution traduit surtout ce dérèglement des médiations communautaires (*pro* Yves CASTAN, 1974, 529) et l'incapacité des nouveaux notables frottés de droit à servir les arrangements infra-judiciaires qu'on attend d'eux (530, note 2).

⁵² N. CASTAN, 1976. Il ne faut pas oublier que le tribunal prévôtal comprend les mêmes juges que le siège présidial, à la seule exception du prévôt lui-même.

⁵³ Selon BARRET-KRIEDEL (1986), la querelle parlementaire porte moins sur le judiciaire que sur l'appropriation du législatif (120), et le débat sur la justice contourne sa pratique pour se réfugier dans la surréalité politique d'une controverse d'opinion menée par des sociétés de pensée (144).

ments communautaires, leur demandant surtout de contrôler les marges d'anonymat qui échappent à sa supervision. Mais que ces marges enflent dans le temps même où les mécanismes communautaires perdent de leur vigueur, alors le besoin grandit d'une intervention étatique plus musclée, mais qui demeurerait cependant respectueuse des priorités communautaires, au moins là où elles ont gardé leur emprise.

2. - Lenteurs et hésitations de l'étatisation

[Retour à la table des matières](#)

En théorie, nous allons assister, avec la Révolution française ⁵⁴, à un changement radical de modèle de contrôle social. La société d'Ancien Régime laissait largement la priorité aux surveillances et aux arrangements communautaires ; pourvu qu'on fasse révérence à leur prééminence, les interventions souveraines se contentaient de colmater, aux moindres frais, ce qui échappait à l'interconnaissance, à la vicinalité, ce qui risquait de fuir dans l'anonymat. Désormais, plus rien n'est censé s'interposer entre l'individu ⁵⁵ et la nation souveraine, ou plutôt son représentant étatique. Voici qui projette en principe sur les épaules de celui-ci tout le poids du contrôle social.

Une inspection historique plus attentive aux démarches anthropologiques qu'à l'analyse juridique, a pourtant tôt fait de relever une longue persistance des régulations communautaires. C'est d'abord bien avéré dans les profondeurs d'une société rurale demeurée massive : 82% de la population française en 1810, encore 57% en 1911 ⁵⁶. Jean-

⁵⁴ Pas seulement en France : sur l'influence dans les pays européens voisins, voy. p.ex. ROUSSEAUX, DUPONT-BOUCHAT, VAEL Eds, sp.

⁵⁵ A moins qu'il soit femme, enfant ou domestique, ce qui explique pourquoi la famille demeure la seule micro-communauté officiellement reconnue : au mari-père-maître de réguler, en son sein, tous ces dépendants.

⁵⁶ DUPÂQUIER, 1988, 509. Cette prééminence rurale n'est pas seulement quantitative : l'existence d'un seul pôle métropolitain, la médiocrité des centres urbains hors Paris, tout concourt à marquer profondément la société française de ruralité.

François Soulet (1987) décrit la société pyrénéenne comme toute entière maintenue dans les rets de l'honneur et de la vicinalité. On y est toujours sur le qui-vive, prompt à soupçonner l'offense et à vouloir la laver. N'y parvient-on pas seul, c'est vers les médiateurs locaux que l'on se tourne - pas seulement le curé dont on réproche l'interventionnisme moraliste - aussi l'élite villageoise de petits bourgeois. L'importance du charivari montre bien qu'il ne s'agit pas de réactions individuelles, mais de régulations communautaires. Les autorités publiques ne suscitent que méfiance : la conscription et le code forestier ont ouvert une lutte à mort entre la société rurale et l'État. Sa tutelle est profondément refusée. Du coup, les arrangements communautaires qui vacillaient quelque peu à la fin de l'Ancien Régime, semblent avoir repris du poil de la bête dans cette atmosphère d'affrontement ⁵⁷. La concentration napoléonienne des pouvoirs entre les mains de l'exécutif ne dispense pas ses agents locaux de ménager les susceptibilités communautaires : sous-préfets originaires du crû, maires nommés mais fortement contrôlés par leurs administrés, magistrats, juges de paix surtout, de forte implantation foncière... tous laissent largement jouer les mécanismes communautaires ; d'ailleurs, ni gendarme, ni juge d'instruction ne sont capables de démêler l'enchevêtrement de cette sociabilité rurale qui se rend facilement impénétrable à l'investigation. Du coup, il faut bien accepter en fait de ne tenir dans l'arbitrage des querelles qu'un rôle périphérique, toujours largement instrumentalisé aux logiques communautaires.

Même son de cloche pour le Gévaudan ⁵⁸ : jusqu'au Second Empire, au moins, la justice n'est que l'auxiliaire des arbitrages locaux. On reste sur le qui-vive, prompt à répondre par la violence physique à tout ce qui semble affront. Au-delà, l'arrangement prévaut ; quant au pénal, on y recourt, certes, *avec délectation* quand on espère ainsi ruiner son adversaire, du moins sa réputation, mais avec circonspection le plus souvent par crainte d'être entraîné dans un processus coûteux dont on risquerait de perdre la maîtrise. On trouvera tout à fait significatif qu'Elisabeth Claverie et Pierre Lamaison puissent parler du pre-

⁵⁷ Voy. dans la thèse de SOULET (1987) notamment les pp. 190, 265, 270, 370 et 376 du vol. I, et passim.

⁵⁸ Voy. CLAVERIE, LAMAISSON (1982) notamment les pp. 22, 35, 194, 244, 260, 266, et passim.

mier versant du XIXe siècle en conservant le ton utilisé pour l'Ancien Régime, sans mentionner d'autres ruptures que les contournements du nouveau droit successoral. Nous restons vraiment pour quelque temps encore dans la société d'ancien type dont parlait Richet (1973) dans une veine très braudélienne.

Multiplier les exemples en ruralité profonde serait de peu de profit ⁵⁹. Mais la thèse de Marie-Renée Santucci (1986) permet d'élargir le propos : la justice correctionnelle du département de l'Hérault concerne un territoire plus mêlé où l'urbain côtoie le rural. Et pourtant, là aussi, on voit se profiler la prééminence conservée des règlements communautaires. La justice pénale se maintient à la place subsidiaire qu'elle occupait dans l'économie des régulations du siècle précédent. Les juges ne sont pas dupes mais ils paraissent se prêter à ce rôle : sans trop de hâte, ils manient surtout l'amende, les dommages-intérêts et les dépens, ce qui suffit largement pour jouer les super juges de paix ⁶⁰.

Plus frappant encore : Clive Emsley (1987) donne de la police parisienne du premier XIXe siècle une image qui fleure encore l'Ancien Régime : corrompue, impopulaire, elle fait de la surveillance politique, veille à la conscription, au respect de la réglementation ; en revanche, elle semble s'occuper assez peu de sécurité publique : il y a peu de patrouilles de nuit ; c'est à la victime d'arrêter elle-même son voleur. On pressent la survie d'une sociabilité de l'honneur où chacun se préoccupe de sauvegarder sa réputation au besoin de force et en s'appuyant sur les arbitrages communautaires.

Au total, le contrôle social demeure largement sur le premier versant du siècle ce qu'il était précédemment. Nous sommes toujours devant une société fondée sur la proximité, sur l'interconnaissance, sur les interdépendances vicinales. On attend de chacun qu'il se montre capable de défendre ses biens et ses dépendants, de faire face à sa réputation. Et la communauté l'appuie de tout le poids de ses surveillan-

⁵⁹ On trouvera une vaste revue des modalités de contrôle social dans l'Europe rurale du XIXe siècle dans la communication de Clive EMSLEY in Coll., 1995.

⁶⁰ Voy. SANTUCCI (1986), passim, notamment 330-334.

ces et de ses arbitrages : il n'est guère aisé de s'abstraire du commerce de ses voisins en se réfugiant dans l'anonymat. Malgré leur modernisation, malgré la (relative) montée en puissance de leurs capacités, les régulations pénales étatiques demeurent cantonnées dans une marginalité subsidiaire. Les notables qui les assument localement se laissent facilement instrumentaliser aux logiques communautaires : pareil partage du contrôle social convient bien à leur conception de leur rôle, aussi au rapport de forces local.

Et pourtant, jusqu'à un certain point, les prétentions du nouvel État s'étaient accompagnées du déploiement des moyens d'une ambition nouvelle. D'abord le droit pénal n'est plus ce *juristenrecht* où une doctrine de praticiens combinait savamment, sous les auspices du second jusnaturalisme, un droit savant européen d'origine romaniste ⁶¹, une jurisprudence parlementaire, des coutumes figées dans leurs rédactions, enfin des lois du roi surtout attentives à reprendre la jurisprudence procédurale pour tenter de l'homogénéiser. Désormais, le pénal fonctionne à la loi, sous son hégémonie sourcilleuse. Ainsi s'affirme la puissance du représentant : la souveraineté nationale est vraiment absolue parce qu'elle puise son origine en elle-même là où la souveraineté royale se trouvait toujours limitée de n'être que l'effigie de la majesté divine ; mais il lui faut le truchement d'un représentant qui risque bien de faire figure de souverain pratique. Nulle part peut-être sa puissance ne s'affirme plus tôt et plus absolument que dans le domaine pénal, ce nexus du pouvoir étatique ⁶² : plus que nulle part ailleurs, c'est là que s'enroche la légitimité d'une violence qui prétend au monopole. Voilà, au surplus, une économie de la répression bien prévisible : l'affichage *a priori* des incriminations et des peines est conçue comme dotée d'une valeur dissuasive propre, au moins auprès du citoyen rationnel.

⁶¹ BARRET-KRIEGEL (1986, 96s) a bien montré comment la monarchie française avait toujours soigneusement refusé de recevoir le droit romain comme corpus juridique, ne l'acceptant que comme autorité morale ou doctrinale.

⁶² Sur cette intrication État-pénal, voy. LÉVY, ROUSSEAU, 1992 ; ROUSSEAU, LÉVY, 1997 ; en plus théorique : ROBERT, 1997.

Mais il y a plus : un maillage judiciaire très régulier, longtemps très stable ⁶³, désormais entièrement étatisé. La Constituante avait été obsédée par ce double souci, partiellement contradictoire : résoudre la crise du judiciaire et, en même temps, le mettre hors d'état de concurrencer désormais la représentation politique ⁶⁴. Le système mis en place reposait sur deux lignes de force : éviter la reconstitution d'un corps judiciaire comparable aux redoutables compagnies parlementaires d'antan (élection généralisée des magistrats, appel circulaire, création d'un tribunal de Cassation destiné à prémunir le législateur contre des empiètements judiciaires ⁶⁵ », éloigner le pouvoir judiciaire de l'exécutif par l'effacement d'un ministère public désormais éclaté. Un modèle entièrement différent triomphera progressivement après le coup d'État des directeurs : une absorption du judiciaire au sein de l'exécutif ⁶⁶ (création d'un corps hiérarchisé, presque militarisé, à base de nomination et de promotion administratives, érection d'un ministère public d'une puissance inédite, fragilité de l'inamovibilité du siège, restauration d'une instruction inquisitoriale, dépérissement progressif d'un jury d'ailleurs sévèrement tenu en laisse ⁶⁷). Surtout, l'État s'est donné désormais les moyens d'assumer les frais de la justice criminelle ⁶⁸. En aval, cet appareil judiciaire dispose, pour la première fois, d'un outil de prise en charge dans la durée structuré autour du travail forcé : la prison ⁶⁹, articulée d'abord sur le bagne ⁷⁰ portuaire successeur des galères d'Ancien Régime, ensuite sur la transportation ultra-marine ⁷¹. En amont, le changement est moins net : il n'y a

⁶³ Il faudra attendre l'entre-deux-guerres pour assister au commencement de sa rétractation.

⁶⁴ Voy. p.ex. BADINTER, 1989 ; VOVELLE, 1988.

⁶⁵ Voy. HALPERIN, 1987.

⁶⁶ Comme l'écrivent RUSCHE & KIRCHHEIMER (1994), la justice française devient alors ce qu'elle n'a jamais cessé d'être depuis : une branche, un peu autonome, de l'administration.

⁶⁷ Voy. thèse LOMBARD 1993 ; MARTINAGE, ROYER, 1990 ; SCHNAPPER, 1991a.

⁶⁸ On estime que les dépenses pénales ont été multipliées par dix par rapport à la fin de l'Ancien Régime.

⁶⁹ Référence essentielle : PETIT, 1990.

⁷⁰ Voy. p. ex. ZYSBERG 1991a et b.

⁷¹ Au moment où elle devient pourtant anachronique dans les pays alentour. Voy. P. ex. PIERRE, 1991.

guère de police qu'à Paris - où elle demeure assez proche du modèle d'Ancien Régime - et surtout dans le plat pays où la gendarmerie a chaussé les bottes de l'ancienne maréchaussée mais avec une ampleur renouvelée ⁷².

Avec tout cela, ce pénal étatique n'assure vraiment sa prise que sur la grande justice criminelle, celle des Assises, des drames sanguinaires et des vols qualifiés... et encore lui faut-il lutter sans cesse contre des jurés, pourtant sévèrement sélectionnés, mais soucieux, comme tous les notables possessionnés localement, de ne pas trop heurter les logiques communautaires ⁷³. Longtemps, l'enceinte correctionnelle est largement abandonnée aux règlements de comptes entre administrations et administrés, notamment à l'immense contentieux généré par le code forestier du 21 mai 1827, ou encore aux poursuites privées où les parties citent directement leur adversaire à l'audience pénale ⁷⁴.

Il faudra attendre le Second Empire pour assister à une véritable étatisation du règlement des différends. L'antagonisme État (urbain)/ruralité commence alors à s'effriter et la République radicale travaillera efficacement à le renverser complètement. Dès 1859, l'on avait renvoyé le contentieux forestier à la discrétion de la transaction administrative. Surtout, la grande crise des dernières décennies du siècle presse à une migration brutale qui ponctionne, avec l'aide du chemin de fer, le trop-plein des campagnes surpeuplées, notamment des régions de montagne ⁷⁵. En même temps, cette saignée, plus importante et plus précipitée que les migrations régulières d'antan, ébranle des structures communautaires locales que l'école, le service militaire, plus encore la Première Guerre mondiale déstructureront de manière

⁷² Moins de 4 000 cavaliers à la fin de l'Ancien Régime, 11 000 gendarmes en 1792, jusqu'à 30 000 sous le Grand Empire. La Restauration en conservera entre la moitié et les deux tiers en les redéployant sur des tâches de police judiciaire et de maintien de l'ordre rural.

⁷³ Sur ces résistances des jurys devant la logique répressive étatique, voy. CLAVÉRIE, 1984 ; POURCHER, 1984 ; DONOVAN, 1981.

⁷⁴ Voy. p. ex. SCHNAPPER, 1991e, LÉVY, 1986.

⁷⁵ NYE (1984) montre bien comment ces migrants ruraux viennent chômeur en ville, notamment à Paris à partir des années 1880, contribuant à déclencher une hantise du vagabondage.

décisive ⁷⁶ ; l'individu se fait jour. Peu à peu, son face à face avec l'État devient réalité. Les ressources communautaires perdent de leurs capacités arbitrales, tout simplement parce que la sociabilité devient moins vicinale : la proximité spatiale y tient une place moins hégémonique. Du coup, l'ensemble des relations de ses membres devient moins visible pour la société locale qui perd de son monopole panoptique ; en revanche, son opacité, son impénétrabilité à l'œil extérieur - notamment celui des autorités publiques - se fait moins avéré.

II. ESPACE PUBLIC, ESPACE PRIVÉ. L'HÉGÉMONIE ÉTATIQUE

[Retour à la table des matières](#)

En fait, cette longue résistance rurale tout comme sa tardive fissuration sont largement passées inaperçues - historiens et anthropologues viennent juste de les découvrir -, seuls les bas-fonds urbains, en fait parisiens, préoccupent les contemporains. Ce populaire paraît particulièrement opaque, réfugié dans un anonymat qui le fait paraître dangereux. En exhumant Frégier, Chevalier (1958) a montré comment l'œil bourgeois ne parvenait pas à séparer classes laborieuses et classes dangereuses dans le Paris malsain de la monarchie de Juillet ⁷⁷. Même si la majorité des ouvriers demeurent des semi-ruraux largement maintenus dans le cadre des régulations traditionnelles (Castel, 1995, 224), la petite minorité urbaine qui a rompu ces amarres obsède : l'indigent doit travailler, mais, en régime libéral, nul n'est tenu de lui en fournir ⁷⁸. Privé de ses supports tutélaires (à vrai dire déjà bien vermoulus), l'état du salarié urbain devient proprement invivable. Il ne

⁷⁶ DUPÂQUIER (1988) le relève : en 1914, la France demeure encore un pays à tonalité rurale, mais sa société rurale commence à se déstructurer.

⁷⁷ Haussmann stoppera l'exode bourgeois en expulsant le populaire des quartiers réservés désormais aux bourgeois ; ainsi évitera-t-il à Paris le sort des métropoles nord-américaines : désertées par les contribuables riches, les villes-centres, abandonnées aux migrants récents et aux ghettos noirs, s'enfoncent dans un cercle vicieux de la pauvreté.

⁷⁸ Cpr GAUCHET, 1989.

doit compter que sur la philanthropie, certes une obligation pour le bourgeois aux yeux des libéraux, mais une obligation purement morale ⁷⁹ : sa portée est bien incertaine depuis que la crainte de Dieu n'est plus là pour en assurer le respect ⁸⁰. Aussi puissant qu'il paraisse, l'État hérité de l'Empire napoléonien reste enfermé dans ses tâches régaliennes, l'assistance communale est chétive et archaïque, de surcroît fort inégalement répartie. Dominants et dominés sont laissés dans un face-à-face de plus en plus explosif qu'un État purement répressif ne parvient pas à dénouer. La seule vertu du riche ne suffit pas à faire office de ciment social.

Finalement, la peur du socialisme qui monte ⁸¹, les échecs de la philanthropie - notamment les faillites des caisses patronales - conduiront à réintroduire l'État dans le jeu social comme un *tiers entre les chantres de la moralisation du peuple et les partisans de la lutte des classes* ⁸². D'un système où seul l'accès à la propriété peut mettre en sécurité, on s'orientera, fort lentement, vers un autre où le travail salarié permet l'accès à un statut sécurisé ⁸³. Le solidarisme de la première Troisième République fournira le cadre théorique de cette recomposition, mais aussi la sociologie durkheimienne, et plus encore la conception par Duguit de l'État comme ensemble de services publics. Il y a aura cependant loin de la coupe aux lèvres, surtout en France où la résistance libérale occasionne - la thèse d'Hatzfeld ⁸⁴ l'a bien montré -

⁷⁹ Cpr ROSANVALLON, 1986, 1989, 527.

⁸⁰ MARTIN, 1983.

⁸¹ Voy. p.ex. la belle relation de la montée des grèves dans la thèse de Michelle PERROT (1973) ; également chez ELWITT (1986) l'accent mis sur les grandes grèves de 1889-90. TILLY (1986, 339) y lit un changement du répertoire des protestations : elles cessent d'être locales et tendent à se globaliser par exemple en empruntant la forme de grandes grèves.

⁸² CASTEL, 1995, 268.

⁸³ L'évolution du droit du travail reflète bien et le changement et ses hésitations (voy. p.ex. LE GOFF, 1985).

⁸⁴ Ce n'est pas une conquête ouvrière - le pire risque aux yeux du populaire, le chômage, ne sera colmaté qu'en dernier (cpr TOPALOV, 1987) -, mais un arbitrage étatique (ou administrativo-étatique) qui s'impose lentement contre la résistance acharnée des ruraux (que l'on désarmera par un régime spécial), de la mutualité (que l'on ralliera en l'associant à la gestion) et surtout des indépendants, notamment du corps médical. Voy. HATZFELD, 1971, passim.

un retard certain par rapport au Royaume Uni et à l'Empire allemand. Rétrospectivement cependant, on peut voir dans le (pâle) embryon de protection sociale ⁸⁵, dans l'étatisation de la scolarisation primaire, dans les prémisses d'une santé publique les premiers pas (timides) d'un État interventionniste ⁸⁶ qui ne s'épanouira vraiment qu'après la secousse de la Seconde Guerre mondiale. Selon le mot de Rosanvalon (1989, 1990), il devient vraiment *l'instituteur du social*, plus exactement l'appareil juridique de cohésion de la société. Finalement tiré de son indignité, fermement soutenu par l'assurance sociale d'un côté par les services publics de l'autre ⁸⁷, le salariat deviendra même plus tard un modèle de référence avec l'absorption de la plus grande partie de la population active et l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie salariée ⁸⁸.

Toutefois, l'assurance délocalise les protections et les dépersonnalise. Elle instaure une association inédite de la sécurité et de la mobilité (Castel, 1995, 317) ; plus largement, l'État de la société salariale recrée de la protection et du lien, mais hors de l'appartenance à des communautés concrètes (395). Il accentue donc la sortie d'une sociabilité vicinale. Il autorise l'éclatement des relations en réseaux fonctionnels diversifiés. L'espace, tout comme le temps, peuvent devenir des catégories abstraites ⁸⁹. Du coup, il se voit transférer encore plus massivement le contrôle et les régulations que les communautés locales laissaient déjà échapper de leurs mains à mesure qu'on s'écartait d'une sociabilité de proximité et d'interconnaissance.

Dès l'avant Première Guerre mondiale, la recomposition de la politique criminelle participe du même mouvement. La solennelle justice

⁸⁵ De la loi de 1898 sur les accidents du travail à celle de 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, soigneusement vidée de toute obligation par la jurisprudence de Cassation.

⁸⁶ ELWITT (1986) a souligné le caractère fondamental du logement social, mais ce service public là tardera à être mis sur pied et il s'avèrera toujours fragile.

⁸⁷ CASTEL (1995) rappelle que *l'État social* ne se réduit pas à la technique assurancière. La propriété sociale qu'il garantit aux salariés comprend aussi les services publics.

⁸⁸ Ce n'est pas le triomphe de la classe ouvrière - tant s'en faut - mais celui de la société salariale (CASTEL, 1995, 324).

⁸⁹ Voy. GIDDENS, 1984.

criminelle a été largement renvoyée au magasin des accessoires, l'en-cainte correctionnelle, débarrassée tant des administrations que des poursuivants privés, peut accueillir désormais le trio voleur-impudique-violent ⁹⁰ contre lequel se déploie toute l'énergie répressive. Mais les priorités se sont transportées en ville : c'est le nouveau prolétariat ouvrier qu'il s'agit de dresser au respect de la propriété privée, de la morale sexuelle et de la proscription des violences. Se faire justice par soi-même, à coups de poing ou de bâton, n'est plus l'idéal si longtemps prôné, mais une infraction de plus en plus réprimée... D'où ce ciseau qui a si longtemps troublé les criminologues : la grande violence s'amenuise dans les statistiques des cours, la petite enfle... faut-il parler d'accroissement de la violence ou de diminution ? Le changement est probablement ailleurs : nous sortons d'une société fondée sur l'honneur. Également l'économie répressive devient plus complexe ⁹¹ : à côté de la dissuasion adoucie par le sursis ⁹², on fait place à l'élimination des incorrigibles ⁹³ - par la transportation en Guyane du petit récidiviste, de l'incorrigible voleur de poules -, mais aussi - et surtout - à la prévention et à la rééducation pour le mineur ⁹⁴. Menacer, éventuellement sanctionner, ne suffit plus à tous coups. Il arrive que l'État doive s'impliquer plus avant. Aussi le regard s'aiguise : on ne confond plus désormais classes laborieuses et classes dangereuses ; ce sont des individus, des *dégénérés*, qui sont jugés dangereux. On ne peut se borner à imputer à l'immoralité des parents populaires les frasques de leurs enfants. Faure (1980-1981) montre quel tournant représente la

⁹⁰ Notamment identifié par PERROT, 1975.

⁹¹ ROBERT, 1984, chap. 9.

⁹² La prison entame un grand cycle baissier qui durera au moins jusqu'au milieu de notre siècle (BARRÉ, 1986) : désormais, la peine-type, c'est le sursis (bonne description du programme Béranger et de sa réception législative par SCHNAPPER, 1983).

⁹³ NYE (1984) a bien décrit le climat qui accompagne la création de la relégation on prend conscience de la faiblesse de la natalité et de l'importance relative de la mortalité (notamment infantile), on se prend à douter de la qualité de la population, au total on craint une dégénérescence de la nation (on pourra comparer avec les fantasmes, d'ailleurs inaboutis, de *Preventive Detention* en Angleterre et Galles ; voy. GARLAND, 1985), mais aussi le rapide fléchissement de l'intérêt des juges pour la mesure.

⁹⁴ Cpr avec la thèse de Jean-Marie RENOARD (1990) et son découpage du contrôle social de la jeunesse en quatre périodes historiques : l'enfant *coupable*, l'enfant *victime*, l'enfant *inadapté*, l'enfant *handicapé*.

répudiation par le juge Albanel en 1899 de ce *sottisier séculaire* au profit d'un discernement des psychologies individuelles.

Au total, ce parcours cavalier permet de situer la situation présente, de lui donner sens. Une socialité vicinale fait peu appel à la répression pénale. Alertée par la moindre incongruité écologique, la communauté exerce une étroite surveillance sur ses membres et pèse de tout son poids pour l'accommodement de leurs différends. Elle ne défère aux interventions de souveraineté que des marges qui échappent à son aveu. Mais que cette socialité s'affaisse, qu'on voie monter une société de l'assurance et des services publics, alors le contrôle social micro-communautaire est pratiquement placé hors-jeu dans un social d'anonymat et non plus d'interconnaissance. En parlant d'anonymat, je ne veux pas dire que nul ne connaît personne ou qu'il n'y a pas de lien social. Simplement, ce lien est produit pas des socialités partielles, multiples, aux localisations diverses. La proximité spatiale (ou temporelle) y perd de son importance ; également, les relations sociales se démultiplient. Le contrôle reste toujours déferé au producteur de la socialité, mais cette fois ce n'est plus la communauté, mais la puissance publique. Techniquement, l'ignorance par la victime de l'identité de l'auteur l'incline à se tourner massivement vers les autorités répressives. Mais c'est seulement la conséquence dans notre matière d'une délocalisation (relative) des relations sociales qui nous expose, beaucoup plus, à être en rapport avec des gens qui ne sont pas des proches, de sorte que le lien social entre proches ne peut contrôler de telles occurrences. En outre, à force d'être de nul emploi, il s'est tellement détendu qu'on aurait du mal à le faire jouer. Seules y échappent les situations où la délinquance surgit au sein d'une relation professionnelle, entre concurrents, entre employeur et salarié, entre fournisseur et consommateur...

À une économie de la sécurité où le communautaire est (secrètement) hégémonique et l'étatique finalement marginal se substitue lentement un autre modèle fondé sur une réelle hégémonie étatique et une distinction de l'espace privé et de l'espace public. À chacun son espace : au particulier de surveiller le sien tandis que la puissance publique prend en charge la surveillance de l'espace public.

Cette nouvelle économie va être illustrée par le développement d'une nouvelle police largement différente des embryons d'Ancien Régime. Contrairement à ce que l'on pense souvent en se targuant de l'ancienneté des institutions policières françaises, c'est à Londres que la police nouvelle a été inventée.

Au XVIII^e siècle anglais, l'économie répressive repose essentiellement sur une législation très sévère - on a multiplié les cas capitaux surtout depuis le *Black Act* de 1723 ou plus exactement son interprétation jurisprudentielle ⁹⁵ construisant ainsi ce que l'on nomme *Bloody Code* ⁹⁶ - atténuée par un recours extensif au pardon royal, à l'enrôlement forcé et à la transportation outre-mer. Sous la supervision d'un petit nombre de juges itinérants, cette justice est essentiellement administrée par la *Gentry* qui fournit les *Justice of the Peace*. Ils supervisent encore la police, une entreprise mi-paroissiale, mi-privée. Autrement dit, le faible développement du modèle courtisan a évité de ponctionner les élites locales traditionnelles qui restent disponibles sur place pour encadrer la société et assurer directement le contrôle social. Mais ce système deviendra progressivement mal adapté à la sécurité d'une métropole industrielle et commerciale en pleine expansion : la bourgeoisie londonienne réclame surtout une protection contre le petit vol et d'abord dans les entrepôts et sur les docks portuaires : la menace de peines disproportionnées s'avère dépourvue d'effet intimidant quand l'absence de police efficace ôte toute vraisemblance à la certitude de la répression ; on préférerait une justice modérée mais régulière. Et l'on attend avant tout une dissuasion préventive qui nécessite une surveillance réglée. Quelques expériences - les *Bow Street Runners* d'Henry Fielding puis les quelques bureaux de *Stipendiary Magistrates* et de *Constables* professionnels créés par le *Middlesex Justice Act* de 1792 ⁹⁷ - ne suffisent pas à satisfaire cette nouvelle demande bourgeoise de sécurité. Les pétitions des manufacturiers en

⁹⁵ HAY et al., 1976.

⁹⁶ Ainsi nommé en raison des cent soixante cas capitaux qu'il comprenait, mais il ne s'agit pas d'un code au sens continental du terme, seulement d'un ensemble de lois et de jurisprudence.

⁹⁷ Dans ce cadre, Patrick Colqhoun s'occupera presque exclusivement, la notation est significative, des vols sur le port ; voy. Journès, 1984.

faveur d'une meilleure protection de la propriété s'accumulent sur le bureau des Communes ⁹⁸.

La mutation sera, prudemment, entamée dans la décennie 1820 lorsque Sir Robert Peel devient *Home Secretary* : on commence à démanteler le *Bloody Code* avec l'abrogation du *Black Act* en 1823 et surtout on crée une *Metropolitan Police* en 1829. Alors apparaît un nouveau modèle policier : des professionnels à plein temps, civils, pratiquement désarmés, relevant directement du gouvernement central ⁹⁹, essentiellement axés sur la surveillance incessante de l'espace public urbain.

Le schéma londonien s'étendra lentement au reste de l'Angleterre : on le proposera aux villes en 1835 (*Municipal Corporations Act*), au plat pays en 1839-1840 (*Rural Constabulary Act*). Storch (1989) a montré que l'élite rurale et les gouvernements locaux ne consentent que lentement à s'écarter de la police rurale traditionnelle conçue comme une oeuvre collective et privée, et seulement quand les fermiers bloquent leurs initiatives pour la professionnaliser. Alors ils se rallient progressivement et partiellement au modèle métropolitain : on accepte des policiers professionnalisés, on refuse, contrairement au vœu de Chadwick, leur rattachement au gouvernement central. Leurs chefs seront choisis au sein de la *Gentry* locale et ils seront contrôlés par des *Watch Committees* de magistrats, puis, en 1856 seulement quand le *County and Borough Police Act* généralise une organisation régionale, par des *Standing Joint Committees* de magistrats et d'élus locaux ¹⁰⁰.

Quel a été l'impact de cette *New Police* ? Storch (1975, 1976, 1977) la montre largement employée à harceler le populaire, à canaliser ses festivités, à tenter de lui inculquer bonnes moeurs, tempérance, respect des rites religieux... le tout sans grande efficacité, du moins immédiate, sauf peut-être pour la surveillance des activités qui em-

⁹⁸ RUSTIGAN (1981) en compte 12 000 la seule année 1819.

⁹⁹ Les deux *Commissioners* sont placés sous le contrôle direct du *Home Office* et non des autorités locales ou de la magistrature.

¹⁰⁰ EMSLEY, 1983. On verra une synthèse sur la *New Police* in EMSLEY et al., 1994.

pruntent l'espace public. Du coup, les relations sont détestables au moins jusqu'au milieu du siècle : la seule vue des *Blue Locusts* offense les prolétaires et même les ouvriers qualifiés, pour ne rien dire des chartistes ¹⁰¹. On a donc émis des doutes sur l'efficacité du nouveau modèle policier ¹⁰². Toutefois, une prudente inspection des statistiques criminelles, plutôt de leur tendance, a conduit Gatrell (1981) à suggérer que la délinquance patrimoniale traditionnelle a mal résisté à la pression de cette police professionnalisée et de sa surveillance constante. Finalement, les historiens de la police anglaise semblent incliner à la créditer de l'atmosphère de sécurité qui s'étend dans la seconde partie du siècle ¹⁰³.

En France, le changement de modèle policier sera plus tardif et moins visible ¹⁰⁴. On semble conserver longtemps une police proche de celle d'Ancien Régime. Dans les campagnes, la gendarmerie figure une forme modernisée et alourdie de l'ancienne maréchaussée. Dans les villes de province, la police reste de compétence municipale, mais elle ne se développera que vers la fin du siècle. A Paris, le système préfectoral étatisé s'éloigne peu de l'ancienne lieutenance générale : il s'attache au renseignement politique et au maintien de l'ordre ¹⁰⁵ plutôt qu'à la sécurité publique. Les innovations pèsent peu : la police rurale des gardes champêtres semble avoir fait long feu ¹⁰⁶ : on préfère faire fond sur les attributions de police judiciaire des notables, maires et juges de paix, et sur les surveillances particulières qu'exercent dans leurs domaines propres de compétences les fonctionnaires des Eaux et Forêts ou des Douanes ou encore les gardes particuliers. Quant à la garde nationale, elle est plus ou moins utilisée, selon les époques, au maintien de l'ordre... quand elle ne pactise pas avec l'émeute ¹⁰⁷. Pour longtemps encore, c'est l'armée qui constitue - grâce

¹⁰¹ Les maladresses et les excès de l'armée dans la répression des émeutes populaires avaient été un motif pour créer une nouvelle force susceptible de maintenir ou de rétablir l'ordre à moindres frais.

¹⁰² EMSLEY, 1983.

¹⁰³ Voy. p.ex. EMSLEY, 1989 ; STORCH, 1989.

¹⁰⁴ Voy. synthèses in ROBERT, LÉVY, 1985, 505-507 ; EMSLEY, REINKE, LÉVY, 1994.

¹⁰⁵ EMSLEY, 1987 ; voy. aussi WRIGHT, 1979.

¹⁰⁶ FESTY, 1956.

¹⁰⁷ CARROT, 1976.

à un casernement très émietté - l'essentiel des ressources d'ordre. Dans tout cela, rien de très nouveau malgré les apparences.

Le changement intervient probablement à Paris au Second Empire quand Pietri densifie ¹⁰⁸ la préfecture de police et qu'on y adopte l'ilôtage comme principe de base, réalisant ainsi ce patrouillage incessant de l'espace public urbain qui caractérise la police nouvelle. On peut y voir ¹⁰⁹, comme pour la procédure de flagrant délit dont l'adoption est contemporaine ¹¹⁰, un emprunt au modèle d'outre-Manche, ou du moins une inspiration qu'aurait autorisée l'anglophilie du règne. En tout cas, le nouveau modèle policier est acquis sous le long proconsulat de Lépine ¹¹¹ : le souvenir de la Commune, la hantise du peuple parisien, le souci de défendre le nouveau régime ont dissuadé la Troisième République de se ranger aux suggestions de Kératry et de démanteler la préfecture de police : on préfère conserver le modèle impérial ¹¹². En province, la gendarmerie gagne probablement en efficacité quand l'accélération des migrants ponctionne le trop plein de population rurale et ébranle les communautés locales et leurs capacités de contrôle. Pour les villes, la thèse de Marie Vogel (1993 ¹¹³) suggère ¹¹⁴ que la police se densifie et s'organise à partir de 1880 au

¹⁰⁸ À l'époque, on jugera surtout qu'il la *corsifie* par une politique de recrutement qui favoriserait outrageusement les insulaires.

¹⁰⁹ BERLIÈRE, 1996, 98s.

¹¹⁰ LÉVY, 1986.

¹¹¹ BERLIÈRE, 1993a.

¹¹² BERLIÈRE, 1993b. Après le premier départ de Lépine, aussi étatisée soit-elle, la police municipale de Paris paraît peu sûre ; dans le contexte de l'affaire Dreyfus, elle préfère l'armée, où ses membres sont recrutés, au régime. Le summum est atteint lors de la mort de Félix Faure et de son remplacement par Émile Loubet. Aussi Waldeck-Rousseau exige-t-il le rappel de Lépine qui la reprend en main à l'occasion du siège de Jules Guérin dans le fort Chabrol : attaquée par les milices d'extrême-droite, galvanisée par son préfet, elle bascule du côté du régime (BERLIÈRE, 1994).

¹¹³ Voy. aussi VOGEL, 1994,

¹¹⁴ A tort, semble-t-il, on a longtemps tenu pour acquise la ringardise de ces polices municipales. En tout cas, les quelques villes étatisées ne font pas meilleure figure et ne constituent, en aucune façon, un modèle alternatif homogène. Peut-être a-t-on été induit en erreur par le très grand nombre de petites communes sans grande force policière, mais aussi sans grand problème de sécurité. Peut-être a-t-on aussi trop fait confiance aux statistiques d'effectifs du

moins dans les plus grandes, même s'il faudra attendre 1920 pour voir le mouvement gagner les communes moyennes.

Le retard français s'explique probablement par la convergence de trois motifs. Le capitalisme industriel s'est développé lentement jusqu'à la fin du siècle et ses premières implantations sont souvent restées semi-rurales, de sorte que le nouveau besoin de sécurité publique urbaine a mis quelque temps à se faire sentir. L'existence d'un modèle d'ancien type relativement développé a probablement retardé l'adoption d'une forme de police moderne : le système de la gendarmerie était bien adapté à la situation d'un pays massif et essentiellement rural ¹¹⁵, l'existence d'une force publique étatisée dans la capitale paraissait répondre, quoique plus ou moins efficacement, à la hantise prioritaire des désordres et des mouvements insurrectionnels. Enfin, l'instabilité des régimes politiques inclinait à se préoccuper de maintien de l'ordre bien plus que de sécurité publique ¹¹⁶.

L'ensemble de ces motifs a non seulement retardé, mais aussi, par la suite, dissimulé l'adoption d'un nouveau modèle finalement très proche de l'anglais : une police professionnelle, partiellement civile (quoiqu'armée), étatisée dans la capitale (et dans les campagnes ainsi que dans quelques villes de province), locale ailleurs ; surtout une police essentiellement axée sur la surveillance incessante de l'espace public grâce à la patrouille et, en ville, à Pilotage. Finalement, on a assisté à l'instauration d'un modèle policier assez bien adapté au nouveau besoin de prise en charge par la puissance publique de la sécurité des personnes et des biens du fait de l'affaïssement des régulations communautaires traditionnelles. Il est essentiellement axé sur la dissuasion

Compte général de la Justice qui semblent sous-estimer notablement la taille de ces polices municipales de province.

¹¹⁵ BRAUDEL (1986) insiste sur l'immensité du territoire à la mesure des distances qui demeurent énormes - malgré l'effort de développement du réseau routier principal au second XVIII^e siècle - jusqu'à la capillarisation du chemin de fer dans les dernières décennies du XIX^e, et même jusqu'à l'ère de l'automobile et de l'avion (95-107, passim). Il souligne aussi la très forte croissance de la population paysanne dans la première partie du XIX^e siècle (115).

¹¹⁶ EMSLEY, 1989, a tenté d'expliquer la différence de fortune entre les polices anglaise et continentales par la disparité des avatars des régimes politiques de part et d'autre de la Manche.

préventive par un patrouillage de l'espace public : esquissé sous le Second Empire, il semble avoir été mis en place sous la première Troisième République.

On croit discerner un nouveau modèle de contrôle social ¹¹⁷ qui fait moins fond sur la sévérité de la répression - en témoigne le relatif affaïssement du recours à l'emprisonnement au profit du sursis ¹¹⁸ - que sur le développement d'une surveillance préventive ¹¹⁹. Cette mutation n'a peut-être pas été bien aperçue : on s'est trop attaché au spectaculaire, aux *lois scélérates* contre le mouvement anarchique, à la hantise de la petite récidive et à l'adoption de la relégation ; la peur, indéniable, de la dégénérescence ¹²⁰ a, certes, généré des phantasmes et des mesures d'élimination, mais leur impact a finalement été beaucoup plus limité que le mouvement, à bas bruit, de modération de la répression, d'extension de la surveillance policière, finalement de prévention.

Si l'on suit les travaux de Gillis (1989), l'adoption de ce nouveau système policier entre 1865 et 1913, même si les préoccupations de maintien de l'ordre politique et social y demeurent prégnantes, aurait contribué au déclin des grandes prédatons et probablement à la dissuasion de la petite délinquance patrimoniale. Il estime aussi qu'il a été sans effet notable sur la violence grave dont la réduction serait surtout due à un processus de civilisation. En même temps, il relève un probable effet inflationniste sur l'enregistrement de la petite délinquance.

¹¹⁷ Voy. ROBERT, 1984 ; PERROT, ROBERT, préface à la réédition du *Compte général de 1880*, (1989).

¹¹⁸ Voy. BARRÉ, 1986 ; SCHNAPPER, 1991b.

¹¹⁹ Même si les travaux ont été plus sensibles aux expériences explicitement préventives comme celles Concernant les Mineurs qu'à la généralisation, autrement importante, d'une surveillance régulière de l'espace public à laquelle concourent et le développement dans les grandes agglomérations de polices urbaines axées sur l'ilotage et aussi en milieu rural l'action d'une gendarmerie qui a probablement gagné en efficacité à mesure que les communautés villageoises devenaient moins impénétrables au regard public et moins capables d'assurer par elles-mêmes un contrôle de type communautaire.

¹²⁰ NYE, 1984.

Au particulier (le chef de famille) de surveiller son espace privé par sa propre vigilance et/ou par ses dépendants, notamment sa domesticité résidente ¹²¹ : la police, elle, n'y pénètre que sur réquisition du chef de famille. On assiste à une véritable sanctuarisation du domicile. Toutefois, l'affaïssement d'un système communautaire basé sur une sociabilité vicinale ne laisse guère de place à l'arrangement ¹²². La montée en puissance des droits de l'homme et de l'individualisation imposent de déléguer le règlement des conflits aux institutions publiques.

Quid cependant des espaces privés qui ne sont pas seulement un domicile mais qui accueillent un public ? On leur applique le principe de la surveillance de l'espace privé en empruntant le vieux modèle de la domesticité du propriétaire dilaté à des préposés à la surveillance. Voilà qui ne fait guère problème pour l'exploitation individuelle (la boutique) ; ce n'est, il est vrai, généralement pas beaucoup plus qu'une extension du domicile, avec lequel elle coïncide plus ou moins. A l'autre extrême, il n'y a pas de difficulté non plus pour le cas le plus répandu et le plus précoce : le grand atelier ou l'usine - les entrées y sont subordonnées à un contrat de travail avec le propriétaire qui place le salarié dans une position de dépendance disciplinaire. Ici, le principe de surveillance par la domesticité est dilaté par le recours à la vigilance privée de préposés spécialisés.

Le développement du chemin de fer fait surgir un cas de figure plus compliqué pour ses emprises et ses véhicules. La surveillance y est assurée par la présence d'un nombreux personnel statique de station ou d'accompagnement ¹²³. Le caractère de service public concédé aboutit à doter les concessionnaires de pouvoirs quasi-policiers de contrôle et de transaction sur une population qui est tenue d'acquiescer à un bon de transport.

¹²¹ Sans oublier le rôle considérable des portiers, pour les immeubles de luxe, et des concierges, pour les autres.

¹²² Au moins, au-delà des frontières de la famille étendue à la domesticité.

¹²³ Le ministère de l'Intérieur saisit l'occasion pour se doter, avec les commissaires des chemins de fer, d'un embryon de police politique qui donnera naissance aux Renseignements généraux.

Reste le cas plus difficile du local privé accessible sans contrat avec le propriétaire à un public indifférencié : le grand magasin (*Au bonheur des dames*) pointe le nez à partir du Second Empire mais demeure d'une importance anecdotique. Ici, s'applique, comme à l'usine, la formule de la surveillance privée par des préposés.

L'importance de ces différents cas de figure n'est, alors, pas telle qu'elle fasse éclater le modèle de la surveillance par le préposé du propriétaire. Bien que leurs pratiques soient encore peu fouillées, le modèle de répartition public/privé selon la qualité juridique de l'espace n'est de longtemps pas remis en cause. Comment un modèle aussi robuste a-t-il pu se brouiller de nos jours d'aussi belle façon ? C'est ce qui nous reste à découvrir.

III. AFFAISSEMENT DES SURVEILLANCES, CONFUSION DES ESPACES

[Retour à la table des matières](#)

Jusqu'ici je me suis senti obligé d'entrer dans quelque détail pour ce qui concernait l'organisation et la lecture du matériau historiographique. Je serai beaucoup moins disert pour cet ultime volet qui colle plus à notre actualité : je vais me contenter d'esquisser les grandes lignes de l'analyse, laissant au lecteur le soin d'en explorer éventuellement les avenues dans tous leurs détails. Mon ambition se limite à montrer combien est profonde la mutation actuelle des questions de sécurité publique, combien elle touche à l'organisation même du lien social, combien donc son étude constitue dans nos sociétés un enjeu de prix.

Parler, comme on le fait facilement, de privatisation risque d'empêcher de voir que la capacité privée de surveillance s'est affaïssée autant que la publique. De profondes mutations des modes de vie ont jeté bas l'obsessionnelle surveillance que, dans une société traditionnelle, chacun exerce sur ses biens : avant tout, la séparation des zones de résidence, de travail et de distraction ; ensuite, le relâchement dans

la société urbaine actuelle des liens de vicinalité et la ruine concomitante des possibilités de surveillance par le voisinage ; aussi la disparition par la décohabitation des surveillants patentés qu'étaient enfants, vieillards, domestiques résidents ; enfin, l'abandon sans surveillance sur la voie publique (et alors que chacun sait désormais en user) d'un bien qui constitue pourtant l'essentiel du patrimoine de maints de ses possesseurs.

Est-il raisonnable de prétendre que le marché a pris le relais de cette surveillance privée désormais affaissée ? Malgré l'explosion depuis le début des années 1980 du commerce de la sécurité, la part des particuliers y demeure très faible. Ses prestations sont, il est vrai, faiblement adaptées à leur situation : la formule efficace - la combinaison de prestations en main-d'oeuvre et d'un harnachement technologique - atteint généralement un coût démesuré à leur risque. Certes, des progrès sont à attendre pour la protection des véhicules au moins contre le vol ¹²⁴, serait-ce au prix d'un sérieux renchérissement. Au contraire, la situation est plus difficile pour les logements en raison de leur dispersion et de leur hétérogénéité sauf à les regrouper pour créer des espaces collectifs (*Sun Cities*) mais au prix d'un appauvrissement considérable des relations sociales et d'un accroissement de la ségrégation spatiale, ce qui semble assez contradictoire avec une socialité désormais dispersée en réseaux. Au total, le marché peine à remplacer la surveillance traditionnelle et au prix de fortes inégalités.

Mal surveillés, les biens semi-durables constituent par leur abondance une proie facile. De surcroît, elle est tentante : les classements sociaux ont perdu de leur immédiateté d'antan, la concurrence pour la distinction est largement ouverte, elle emprunte pour bonne partie au jeu de la consommation et de son ostentation, du moins c'en est la voie la plus facilement accessible, même si elle ne s'avère pas la plus durablement solide. Enfin, le passage d'une socialité de proximité à une socialité dispersée en réseaux s'accompagne d'un affaiblissement de la pression normative : la loyauté exigée par chacun de ces circuits de relations sociales est nécessairement partielle, donc moins exigeante. Fatalement, les normes officielles - celles du droit de l'État - ont plus

¹²⁴ Pas contre les dégradations ou les vols à la roulotte.

de mal à se faire entendre, elles reçoivent moins d'appui des normativités officieuses.

Mais, dans le même temps, leur bras armé s'est largement détourné de ses tâches de sécurité publique. On peut y voir un effet inattendu de la professionnalisation de la police... ou plutôt du policier. Paradoxalement, si le métier échappe à toute définition précise, si, pour Monjardet (1996), il n'est guère qu'un *marteau* bon à toutes sortes de tâches, celui qui l'exerce est cependant parvenu à se voir reconnaître le statut de professionnel. Il a su limiter considérablement son temps de disponibilité et arracher une rémunération généralement fort confortable eu égard à son niveau de qualification et de performance ; il répugne désormais à l'humble surveillance, au patrouillage pédestre incessant qui a pourtant constitué la base de la police moderne. Le souci de consolider son statut l'incline à réserver son intervention au seul délinquant professionnel... qu'il a du mal à trouver au beau milieu d'une massive délinquance d'occasion. Pour le dire plus systématiquement, l'organisation policière est maintenant écartelée entre une fonction noble - le contrôle de la circulation des personnes, des marchandises, de l'argent et des informations, qui appelle une organisation centralisée et une forte coopération internationale -et une fonction moins glorieuse - la sécurité des personnes et surtout de leurs biens qui réclame une organisation et un fonctionnement beaucoup plus localistes ; la première attire les suffrages et nourrit les rêves professionnels, la seconde ennuie. Cette dérive est encore alourdie dans les pays qui, comme le mien, ne cessent d'accorder au maintien de l'ordre et au renseignement politique une priorité obsessionnelle jadis explicable par une histoire mouvementée, mais devenue aujourd'hui complètement ringarde avec la pacification du débat politique et social. Enfin, on peut considérer qu'une organisation centralisée peut susciter un effet de cliquet de l'étatisation qui rend plus difficile le réinvestissement des tâches de sécurité publique. Du coup, on assiste à des tâtonnements - recréation de polices municipales, recrutement au sein même des populations locales d'agents de sécurité et de médiateurs qu'on nomme tantôt *agents d'ambiance*, tantôt *grands frères*, tantôt plus platement, vigiles - pour recréer une fonction locale de police qui fait cruellement défaut, notamment dans les zones à peu près totalement désertées par la police sauf de rares, bruyantes et contre-productives *expéditions coloniales*.

La distinction claire privé/publie est brouillée par le développement d'espaces privés accessibles à un public large, voire indifférencié. Grands magasins, galeries commerciales, transports en commun - étendus par élargissement des zones urbaines et séparation des zones de vie et de travail -, grands stades, centres sportifs, parties communes de grands ensembles locatifs, universités, grands hôpitaux disputent à l'espace public - la rue - les grands rassemblements de population. Certains sont anciens - mais ont pris une ampleur considérable -, d'autres récents, mais beaucoup ont perdu leur personnel statique (poinçonneurs, agents de station, concierges, gardiens ¹²⁵). En droit, la police pourrait y pénétrer librement, mais elle y répugne et les propriétaires, de leur côté, ne tiennent guère à effaroucher la pratique.

On y assiste, en revanche, à une montée en puissance de la sécurité privée, fondée sur le droit du propriétaire combiné avec la complicité, au moins tacite, du contrôlé, ce qui suppose un adossement à la police officielle instrumentalisée comme *ultima ratio*. Largement externalisée à l'entreprise ou à l'organisation à protéger, cette sécurité privée est aussi en proie à un développement technologique fouetté par le désir d'économiser les coûts de main-d'œuvre : le contrôle à distance tend à remplacer la présence physique sans qu'il s'avère cependant très facile d'obtenir par un harnachement de quincaillerie une sécurité analogue à celle produite par les emplois de proximité que l'on a allègrement sabrés.

L'un dans l'autre, créer des bulles de sécurité s'avère pourtant relativement aisé, du moins au bénéfice de ceux - entreprises, collectivités, voire collectifs de particuliers aisés - susceptibles d'en consentir les frais. Mais la distance ne peut que s'accroître entre ceux qui ont ainsi accès au marché de la sécurité et ceux qui en sont exclus ou n'accèdent qu'à un bas de gamme dont le rapport qualité/prix n'est guère encourageant. Cette juxtaposition de contrastes encourage naturellement les effets de déplacement vers les cibles les moins bien protégées. Mais surtout la création de bulles protégées laisse entier le pro-

¹²⁵ On ne s'étonne pas de l'échec des tentatives pour remplacer ces employés qui avaient des fonctions précises à accomplir par des agents qui n'en ont d'autre que leur simple présence (on parle de *plantes vertes*).

blème - crucial pour une société fondée sur une socialité dispersée - de la sécurité de l'espace interstitiel, celle de communications.

On peut imaginer que les prestations mercantiles se développeront par leur propre mouvement jusqu'aux limites de la rentabilité et même qu'elles pourront reculer cette frontière en améliorant le rapport coût/prestation. Mais les enjeux d'une politique de sécurité sont ailleurs : d'abord, éviter le péril d'une trop forte dualisation entre ceux qui peuvent y accéder et les autres ; ensuite, garantir la liberté de circulation. Il serait ruineux pour une société très mobile que la distinction public/privé renaisse sous la forme de bulles privées de sécurité vs jungle publique.

En tout cas, cette perte de maîtrise s'accompagne de la montée, depuis le milieu des années 1970, d'attitudes d'insécurité devant la délinquance, où l'on voit se mêler une insécurité de précarité, une autre d'ultras, une dernière de moralisme. On est frappé de voir la forte synergie entre cette insécurité, la revendication punitive et la haine de l'étranger -au moins quand il vient chez nous sous les couleurs de l'immigré. Peut-être peut-on lire à travers cette constellation une crainte pour son identité qui conduit à une revendication insatiable de rétablissement de frontières bien visibles qui nous séparent, nous distinguent, nous protègent des autres, des différents, des criminels, des étrangers, de sorte que l'on puisse espérer retrouver l'identité des nous par soustraction de plus en plus rigoureuse et de plus en plus radicale des non-nous... avec évidemment le risque qu'il ne reste plus grand monde après tous ces retranchements. Malgré les apparences, ce ne sont pas tant les autres qui font problème que les nous : la capacité à en reconnaître est en panne, les critères d'identité font défaut et l'on risque de découvrir chez chacun une inexpiable altérité. Si, dans cette structure d'attitude, on hait tant l'étranger, c'est parce qu'on doute de savoir encore en faire des nous, peut-être parce qu'on hésite sur ce qui caractérise les nous.

En concluant sur cette observation - fruit d'une recherche tout fraîchement achevé ¹²⁶ -, j'espère vous ramener, convaincus, à mon propos de départ : investir dans l'étude du crime est indispensable à qui

¹²⁶ ROBERT, POTTIER, 1997a, b.

veut se reconnaître dans les redoutables mutations que nous affrontons.

Références bibliographiques

[Retour à la table des matières](#)

BADINTER R., Éd., *Une autre justice. Contributions à l'histoire de la justice sous la Révolution française*, Paris, Fayard, 1989.

BARRÉ M.D., « 130 années de statistique pénitentiaire en France », *Déviance & Société*, 1986, vol.10, no 2, pp. 107-128.

BARRET-KRIEGEL B., *Les chemins de l'État*, Paris, Calmann-Lévy, 1986.

BEN YEHUDA N., « The European Witch Craze of the 14th to 17th Centuries : A Sociologist's Perspective », *American Journal of Sociology*, 1986, vol. 86, no 1, 131.

BERCÉ Y.M., *Croquants et nu-pieds ; les soulèvements paysans en France du XVIe au XIXe siècles*, Paris, Gallimard-Julliard, Archives, 1974a.

BERCÉ Y.M., *Histoire des croquants ; étude des soulèvements populaires au XVIIe siècle dans le Sud-Ouest de la France*, Genève, Droz, 1974b.

BERLIÈRE J.M., *Le préfet Lépine ; vers la naissance de la police moderne*, Paris, Denoël, 1993a.

BERLIÈRE J.M., « L'impossible police parisienne », *Politix*, 1993b ; no 21, pp. 33-51.

BERLIÈRE J.M., « La généalogie d'une double tradition policière », in BIRNBAUM Pierre Éd., *La France de l'affaire Dreyfus*, Paris, Gallimard, 1994, pp. 191-225.

BERLIÈRE J.M., *Le monde des polices en France*, Paris, Complexe, 1996.

BLOCH M., *La société féodale : la formation des liens de dépendance ; les classes et le gouvernement des hommes*, Paris, Albin Michel, 1939-1978.

BRAUDEL F., *L'identité de la France, I, Espace et histoire*, Paris, Arthaud-Flammarion, 1986.

CAMERON I.A., « The Police of Eighteenth-Century France », *European Studies Review*, 1977, no 7, pp. 47-55.

CARROT G., « La garde nationale, 1789-1871 ; l'évolution d'une institution », *Revue de la police nationale*, 1976, no 102, pp. 37-46.

CASTAN N., « La justice expéditive », *Annales ESC*, 1976, vol. 31, no 2, pp. 331-361.

CASTAN N., *Justice et répression en Languedoc à l'époque des Lumières*, Palis, Flammarion, 1980.

CASTAN N., *Bilan de l'apport de la recherche historique à la connaissance de la criminalité et de la justice pénale*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, Section des publications, 1984, pp. 19-52.

CASTAN N., CASTAN Y., « Recours, besoins et sens de la justice devant l'institution judiciaire française au XVIII^e siècle », *Histoire, Économie, Société*, 1982, no 3, pp. 361-367.

Castan Y., *Honnêteté et relations sociales en Languedoc, 1715-1780*, Paris, Plon, 1974.

CASTAN Y., *Magie et sorcellerie à l'époque moderne*, Paris, Albin Michel, 1979.

CASTEL R., *Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.

CHARTIER R., « La ville acculturante », in DUBY G., *Histoire de la France urbaine*, Paris, Seuil, 1981, T. 3, pp. 223-243.

CHEVALIER L., *Classes laborieuses et classes dangereuses*, Paris, Plon, 1958.

CLAVERIE E., *De la difficulté de faire un citoyen : les acquittements scandaleux du jury dans la France provinciale du début du XIXe siècle*, Études rurales, juillet-décembre 1984.

CLAVERIE E., LAMAISON P., *L'impossible mariage ; violence et parenté en Gévaudan, 17e, 18e et 19e siècles*, Paris, Hachette, 1982.

COLL., *Contrôle social et vie communautaire, conduite déviante et ses agents de contrôle : aspects historiques de la justice non étatique*, International Association for the Study of Crime and Criminal Justice (IAHCCJ) Colloquium, Paris, Maison des sciences de l'homme (MSH), 1995, inédit.

COLL., « Débat : La justice face à la corruption », *Déviance & Société*, 1996, vol. 20, no 3, pp. 239-295.

DELUMEAU J., *La peur en Occident, XIVe-XVIIIe ; une cité assiégée*, Paris, Fayard, 1978.

DESCIMON R., GUÉRY A., « Un État des temps modernes ? », in LE GOFF J., Éd., *L'État et les pouvoirs*, in BURGUIÈRE A., REVEL J., Éd., *Histoire de la France*, Paris, Seuil, 1989.

DONOVAN J.M., « Justice Unblind : the Juries and the Criminal Classes in France, 1825-1914 », *Journal of Social History*, 1981, pp. 89-107.

DUPÂQUIER J., « L'explosion démographique en France », *L'Histoire*, 1980, no 29, pp. 25-32.

DUPÂQUIER J., Éd., *Histoire de la population française*, Paris, Presses Universitaires de France, 1988.

DYONET N., « L'écho du brigandage dans les cahiers de doléances du Loiret et du Cher », in COLL., *Mouvements populaires et conscience sociale*, Paris, Maloine, 1985, pp. 647-658.

ELWITT S., *The Third Republic Defended ; Bourgeois Reform in France, 1880-1914*, Baton Rouge, Louisiana State Univ. Press, 1986.

EMSLEY C., *Policing and its Context, 1750-1870*, London, Macmillan, 1983.

EMSLEY C., « La maréchaussée à la fin de l'Ancien Régime. Note sur la composition du corps », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1986, 33, oct.-déc., pp. 622-644.

EMSLEY C., « Policing the Streets of Early Nineteenth-Century Paris », *French History*, 1987, vol. 1, no 2, pp. 257-282.

EMSLEY C., « La légitimité de la police anglaise : une perspective historique comparée », *Déviance & Société*, 1989, vol. 13, no 1, pp. 23-34.

EMSLEY C., REINKE H., LÉVY R., « Les polices aux XIXe et XXe siècles aperçus sur les historiographies anglaise, allemande et française », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, 1994, no 17, pp. 13-33.

FARGE A., « Un espace urbain obsédant ; le commissaire et la rue à Paris au XVIIIe siècle », *Révoltes logiques*, 1977, no 6, pp. 7-23.

FARGE A., *Vivre dans la rue à Paris au XVIIIe siècle*, Paris, Gallimard/Julliard, 1979a.

FARGE A., « Signe de vie, risque de mort ; essai sur le sens et la ville au XVIIIe siècle », *Urbi*, 1979b, II, XV-XXII.

FARGE A., *La vie fragile. Violence, pouvoirs et solidarités à Paris au XVIIIe siècle*, Paris, Hachette, 1986.

FARGE A., REVEL J., « Les règles de l'émeute : l'affaire des enlèvements d'enfants (Paris, mai 1750) », in COLL., *Mouvements populaires et conscience sociale*, Paris, Maloine, 1985, pp. 635-646.

FAURE A., « Enfance ouvrière, enfance coupable », *Les Révoltes logiques*, 1980-81, pp. 13-35.

FESTY O., *Les délits ruraux et leur répression sous la Révolution et le Consulat*, Paris, Marcel Rivière, 1956.

GARLAND D., *Punishment and Welfare*, Aldershot, Gower, 1985.

CARNOT B., Éd., *L'infrajudiciaire du Moyen-Age à l'époque contemporaine*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1996.

GATRELL V.A.C., « The Decline of Theft and Violence in Victorian and Edwardian England », in GATRELL V.A.C., LENMAN B., PARKER G., Eds, *Crime and the Law, The Social History of Crime in Western Europe since 1500*, London, Europa, 1981, pp. 238-371.

GAUCHET M., *La Révolution et les droits de l'homme*, Paris, Gallimard, 1989.

GENET J. Ph., « Genèse de l'État moderne en Europe. Les enjeux d'un programme de recherche », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1997, juin, pp. 1-18.

GIDDENS A., *The Constitution of Society*, Cambridge, Polity Press, 1984.

GILLIS A.R., « Crime and State Surveillance in Nineteenth-Century France », *American Journal of Sociology*, 1989, vol. 95, no 2, pp. 307-341.

GUTTON J.P., *La société des pauvres en Europe (XVIe-XVIIIe siècles)*, Paris, PUF, 1974.

HALPÉRIN, *Le tribunal de cassation et les pouvoirs sous la Révolution (1790-1799)*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1987.

HATZFELD H., *Du paupérisme à la sécurité sociale (1850-1940)*, Paris, Armand Colin, 1971.

HAY D., LINEBAUGH P., THOMPSON E.P., Eds., *Albion's Fatal Tree : Crime and Society in Eighteenth-Century England*, London, Allen Lane, 1975.

HUFTON O.H., *The Poor of Eighteenth-Century France, 1750-1789*, Oxford, Clarendon Press, 1974.

HUFTON O.H., « Le paysan et la loi en France », *Annales ESC*, 1983, vol. 38, no 3, pp. 679-701.

JOURNÈS C., « Naissance de la 'nouvelle police' en Angleterre et modes de domination », *Procès, Cahiers d'analyse politique et juridique*, 1984, no 15-16, pp. 41-55.

KAPLAN S.L., *Bread, Politics and Political Economy in the Reign of Louis XV*, Den Haag, Martinus Nijhoff, 1976.

KAPLAN S.L., « Réflexions sur la police du monde du travail », *Revue historique*, 1979, vol. 261, no 1, pp. 17-77.

KAPLAN S.L., « Note sur les commissaires de police de Paris au XVIIIe siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1981, no 28, pp. 669-686.

KAPLOW J., *Les noms des rois ; les pauvres de Paris à la veille de la Révolution*, Paris, Maspéro, 1974.

LAINGUI A., LEBIGRE A., *Histoire du droit pénal*, Paris, Cujas, 1979.

LE GOFF J., *Du silence à la parole ; droit du travail, société, État (1830-1895)*, Quimperlé-Quimper, Calligrammes/La Digitale, 1985.

LÉVY R., « Un aspect de la mutation de l'économie répressive au XIXe siècle : la loi de 1863 sur le flagrant délit »n *Revue historique*, 1986, vol. CCLXXIV, no 1, pp. 43-77.

LÉVY R., ROUSSEAU X., « États, justice pénale et histoire : bilan et perspectives », *Droit et Société*, 1992, no 20-21, pp. 249-278.

LOMBARD F., *Les jurés. Justice représentative et représentations de la justice*, Paris, L'Harmattan, 1993.

LORGNIER J., *Maréchaussée, histoire d'une révolution judiciaire et administrative, vol. I : Les juges bottés ; vol. II : Quand le gendarme juge*, Paris, L'Harmattan, 1994.

LORGNIER J., MARTINAGE R., « L'activité judiciaire de la maréchaussée de Flandres (1679-1790) », *Revue du Nord*, 1979, vol. 51, no 242, pp. 593-608.

MANDROU R., *Magistrats et sorciers en France au XVIIIe siècle ; une analyse de psychologie historique*, Paris, Seuil, 1968.

MARTIN D., « La maréchaussée au XVIIIe siècle ; les hommes et l'institution en Auvergne », *Annales historiques de la Révolution française*, 1980, vol. 52, no 239, pp. 91-117.

MARTIN J.B., *La fin des mauvais pauvres ; de l'assistance à l'assurance*, Le Creusot, Champvallon, 1983.

MARTINAGE R., ROYER J.P., *Les destinées du jury criminel*, actes du colloque tenu à Lille dans le cadre de la commémoration du bicentenaire de la Révolution, Lille, Ester Éditions, 1990.

MOLLAT M., *Les pauvres au Moyen-Age ; étude sociale*, Paris, Hachette, 1978.

MONJARDET D., *Ce que fait la police ; sociologie de la force publique*, Paris, La Découverte, 1996.

MUCHEMIBLED R., *Le temps des supplices : de l'obéissance sous les rois absolus, XVe-XVIIIe siècles*, Paris, Armand Colin, 1992.

NYE R.A., *Crime, Madness and Politics in Modern France ; the Medical Concept of National Decline*, Princeton, NJ, Princeton Univ. Press, 1984.

PRRROT M., *Les ouvriers en grève*, Paris, La Haye, Mouton, 1973.

PERROT M., ROBERT Ph., *Réédition commentée du Compte général de l'administration de la justice criminelle en France pendant l'année 1880 et rapport relatif aux années 1826 à 1880*, Genève-Paris, Slatkine, 1989.

PETIT J.-G., *Ces peines obscures. La prison pénale en France (1780-1875)*, Paris, Fayard, 1990.

PIERRE M., « La transportation (1848-1938) », in PETIT J.-G., CASTAN N., FAUGERON C., PIERRE M., ZYSBERG A., Eds, *Histoire des galères, bagnes et prisons XIIIe-XXe siècles*, Paris, Bibliothèque historique Privat, 1991, pp. 231-259.

POURCHER Y., *Des Assises de grâce ?, Le jury de la Cour d'Assises de la Lozère au XIXe siècle*, Études rurales, juillet-décembre 1984.

Poussou J.P., *Bordeaux et le Sud-Ouest au XVIIIe siècle ; croissance économique et attraction urbaine*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales & J. Touzot, 1983.

RAMSAY M.N., « L'évolution du concept de crime ; l'étude d'un tournant l'Angleterre à la fin du dix-huitième siècle », *Déviance & Société*, 1979, vol. 3, no 2, pp. 131-147.

RENOUARD J.M., *De l'enfant coupable à l'enfant inadapté. Le traitement social et politique de la déviance*, Paris, Le Centurion, Collection Païdos Histoire, 1990.

RICHET D., *La France moderne : l'esprit des institutions*, Paris, Flammarion, 1973.

ROBERT Ph., *La question pénale*, Genève, Paris, Droz, 1984.

ROBERT Ph., « Essai de construction d'un paradigme pénal », in ROBERT Ph., SOUBIRAN-PAILLET F., VAN DE KERCHOVE M., Édts, *Normes, normes pénales, normes juridiques*, Paris, L'Harmattan, 1997, t. II, pp. 45-76.

ROBERT Ph., LÉVY R., « Histoire et question pénale », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1985, no XXXII, juillet-septembre, pp. 481-526.

ROBERT Ph., POTTIER M.L., « Sur l'insécurité et la délinquance », *Revue Française de science politique*, 1997a, vol. 47, no 5, pp. 630-644.

ROBERT Ph., POTTIER M.L., « 'On ne se sent plus en sécurité', délinquance et insécurité, une enquête sur deux décennies », *Revue française de science politique*, 1997b, vol. 47, no 6, pp. 707-740.

ROCK P., « (Law, Order and Power in Late Seventeenth and Early Eighteenth Century England », *Annales internationales de criminologie*, 1977, vol. 16, no 1-2, pp. 233-265.

ROMON C., « Mendians et policiers à Paris au XVIIIe siècle », *Histoire, Économie et Société*, 1982, no 2, pp. 259-295.

ROSANVALLON P., *Le Moment Guizot*, Paris, Gallimard, 1986.

ROSANVALLON P., « État et société (du XIXe siècle à nos jours) », in LE GOFF J., Ed., *L'État et les pouvoirs*, in BURGUIÈRE A., REVEL J., *Histoire de la France*, Paris, Seuil, 1989, pp. 491-617.

ROSANVALLON P., *L'État en France de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 1990.

ROUSSEAUX X., *Taxer ou châtier : l'émergence du pénal. Enquête sur la justice nivelloise (1400-1650)*, Louvain-la-Neuve, Université catholique de Louvain, 1989.

ROUSSEAUX X., DUPONT-BOUCHAT M.S., VAEL C., Éd., *Révolutions et justice pénale en Europe. Modèles français et traditions nationales (1780-1830)*, Paris, L'Harmattan, sous presse.

RUSCHE G., KIRCHHEIMER O., *Peine et structure sociale*, Paris, Éditions du Cerf, 1994.

RUSTIGAN M., « A Reinterpretation of Criminal Law Reform in Ninetenth-Century England », in GREENBERG D., Ed., *Crime and Capitalism, Readings in Marxist Criminology*, N.Y., Mayfield, 1981, pp. 255-278.

SANTUCCI M.R., *Délinquance et répression au XIXe siècle ; l'exemple de l'Hérault*, Paris, Economica, 1986.

SCHNAPPFR B., « Les peines arbitraires du XIIIe au XVIIIe siècles (doctrines savantes et usages français) », *Revue d'histoire du droit*, 1973, vol. 41, no 2, pp. 81-112.

SCHNAPPER B., « Le récidivisme, une obsession créatrice », in Coll., *Le récidivisme*, Paris, PUF, 1983, pp. 25-64.

SCHNAPPER B., « Le jury français aux XIXe et XXe Siècles », in SCHNAPPER B. Ed., *Voies nouvelles et histoire du droit. La justice, la famille, la répression pénale (XVIe-XXe siècles)*, PUF, 1991a, pp. 241-312.

SCHNAPPER B., « Le sénateur René Bérenger et les progrès de la répression pénale en France », in SCHNAPPER B. Ed., *Voies nouvelles et histoire du droit. La justice, la famille, la répression pénale (XVIe-XXe siècles)*, PUF, 1991b, pp. 353-373.

SCHNAPPER B., « L'action pénale, le ministère public et les associations. Naissance et contestation d'un quasi monopole (XIXe-XXe siècles) », in SCHNAPPER B. Ed., *Voies nouvelles et histoire du droit. La justice, la famille, la répression pénale (XVIe-XXe siècles)*, PUF, 1991e, pp. 375-391.

SOMAN A., « La sorcellerie devant le Parlement de Paris (1565-1640) », *Annales ESC*, 1977, vol. 32, no 4, pp. 790-814.

SOMAN A., « Deviance and Criminal Justice in Western Europe, 1300-1800 : an Essay in Structure », *Criminal Justice History, an International Annual*, 1980, no 1, pp. 3-28, a.

SOMAN A., « Aux origines de l'appel de droit dans l'Ordonnance criminelle de 1670 », *XVIIe siècle*, 1980, no 126, pp. 21-36, b.

SOULET J.F., *Les Pyrénées au XIXe siècle*, Toulouse, Eché, 1987.

STORCH R.D., « The Plague of the Blue Locusts. Police Reform and Popular Resistance in Northern England, 1840-57 », *International Review of Social History*, 1975, no XX, pp. 61-90.

STORCH R.D., « The Policeman as Domestic Missionary : Urban Discipline and Popular Culture in Northern England, 1850-1880 », *Journal of Social History*, 1976, vol. IX, no 4, pp. 481-509.

STORCH R.D., « Police Control of Street Prostitution in Victorian London : A Study in the Contexts of Police Action », in BAYLEY D.H., Ed., *Police and Society*, London, Sage, 1977, pp. 49-72.

STORCH R.D., « Policing Rural Southern England before the Police ; Opinion and Practice, 1830-1856 », in HAY D., SNYDER F., Eds, *Policing and Prosecution in Britain, 1750-1850*, Oxford, Clarendon Press, 1989, pp. 211-266.

STRAYER J.R., *Les origines médiévales de l'État moderne*, Paris, Payot, 1979.

STURGILL C., *L'organisation et l'administration de la maréchaussée et de la justice prévôtale dans la France des Bourbons, 1720-1750*, Vincennes, Service historique de l'Armée de terre, 1981.

TILLY C., *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986.

TOPALOV Ch., « Invention du chômage et politiques sociales au début du siècle », *Chômage et chômeurs*, 1987, no 43, pp. 53-92.

VILLARD P., *Les justices seigneuriales dans la Marche*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1969.

VOGEL M.T., *La police des villes entre local et national : l'administration des polices urbaines sous la IIIe République*, Saint-Martin-d'Hères, Université Pierre Mendès-France, 1993.

VOGEL M.T., « Politiques policières et systèmes locaux », *Revue française de sociologie*, 1994, vol. XXXV, no 3, pp. 413-434.

VOVELLE M. Ed., *La Révolution et l'ordre juridique privé. Rationalité ou scandale ?*, Orléans, Université d'Orléans, PUF, 1988.

WRIGHT V., « La préfecture de police pendant le XIXe siècle », in DEBOFLÉ P., Ed., *L'administration de Paris (1789-1977)*, Genève-Paris, Droz/Champion, 1979, pp. 109-122.

ZYSBERG A., « Au siècle des lumières, naissance du bagne », in PETIT J.-G., CASTAN N., FAUGERON C., PIERRE M., ZYSBERG A., Eds, *Histoire des galères, bagnes et prisons XIIIe-XXe siècles*, Paris, Bibliothèque historique Privat, 1991a, pp. 169-197.

ZYSBERG A., « Le modèle des travaux forcés et son application », in PETIT J. G., CASTAN N., FAUGERON C., PIERRE M.,

ZYSBERG A., Eds, *Histoire des galères, bagnes et prisons XIIIe-XXe siècles*, Paris, Bibliothèque historique Privat, 1991b, pp. 199-229.

Fin du texte